UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les réalisations socio-économiques de l'Archidiocèse de Gitega et l'encadrement spirituel dans la paroisse de Mushasha (1962 - 1993)

Mbazumutima, Gérard; Sous la direction du Professeur: Déogratias NSAVYIMANA

2004
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1238

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Département d'Histoire

Les réalisations socio-économiques de l'Archidiocèse de Gitega et l'encadrement Spirituel dans la paroisse de MUSHASHA (1962-1993)

Par Gérard MBAZUMUTIMA

Sous la direction du Professeur :

Déogratias NSAVYIMANA

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de licencié en Histoire (Enseignement et Recherche)

Bujumbura , 29 décembre 2004

DEDICACE

A ma chère regrettée mère,

A mon père,

A mes frères et sœurs,

A toute personne qui me tient à cœur,

Je dédie ce mémoire.

Avant propos

Au terme de ce travail, il nous est agréable de nous acquitter du devoir de gratitude envers toutes les personnes qui, de loin ou de près, ont contribué à sa réalisation.

Nos remerciements s'adressent particulièrement au professeur NSAVYIMANA Déo qui a accepté de diriger ce travail avec bonté. Ses conseils, ses remarques pertinentes et sa rigueur scientifique nous ont beaucoup aidé dans la réalisation de ce mémoire. Qu'il trouve ici l'assurance de nos profonds remerciements ;

Aux professeurs de la F.L.S.H, en particulier ceux du département d'Histoire grâce à la formation intellectuelle et morale qu'ils nous ont donnée ;

Aux responsables de la paroisse de MUSHASHA et de l'archevêché de Gitega pour avoir mis à notre disposition les documents dont nous avions besoin ;

A tous nos informateurs qui ont accepté de nous fournir des renseignements ;

Que toutes ces personnes trouvent ici l'expression de notre profonde reconnaissance.

Liste des Sigles et abréviations

ACA	: Au cœur de l'Afrique
BDAG	: Bureau de Développement de l'Archidiocèse de Gitega
BDD	: Bureau Diocésain de Développement
CEB	: Centre d'Education de Base
CECAB	: Conférence des Evêques Catholiques du Burundi
CED	: Centre d'entraide et de Développement
CFA	: Centre de Formation Artisanale
CFR	: Centre de Formation Rurale
CND	: Collège Notre Dame
CRAS	: Centre de Recherche et d'Animation Sociale
CRS	: Catholic Relief Service
D_4	: Diplôme des Ecoles Moyennes Pédagogiques
D_7	: Diplôme d'une Ecole Normale
Ed	: édition
EFI	: Ecole de Formation d'Instituteurs
ENF	: Ecole Normale des Filles
ENG	: Ecole Normale des Garçons
ENS	: Ecole Normale Supérieur
EPAF	: Ecole Primaire D'application pour les Filles
EPAG	: Ecole Primaire d'Application pour les Garçons
ETM	: Ecole Technique Moyenne
ETP	: Ecole Technique Professionnelle
ETSA	: Ecole Technique Secondaire d'Art
EVA	: Equipe des Volontaires pour l'Alphabétisation et le Développement
Fac	: Faculté
F.A.O	: Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
FLSH	: Faculté des Lettres et Sciences Humaines
GEN	: Génération Nouvelle
Ibid	: Même auteur, même ouvrage, même page
Idem	: Même auteur
ISCAM	: Institut Supérieur des Cadres Militaires
J.O.C	: Jeunesse Ouvrière Chrétienne
LM	: Lettres Modernes
LP	: Lycée Pédagogique
Mém	: mémoire
M.E	: Mouvement Eucharistique
OP.cit	: Opere citato (ouvrage déjà cité)
PUF	: Presses Universitaires de France
PUZ	: Presses Universitaires de Zaïre

SCA : Scientifique A
SCB : Scientifique B
UB : Université du Burundi
UNESCO : Organisation des nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UPRONA : Union pour le Progrès National

0.Introduction Générale

Après l'arrivée des missionnaires en Afrique à la fin du 19ème siècle, des missions furent créées et se multiplièrent dans tous les pays de la région des grands lacs africains. Des œuvres d'évangélisation furent entreprises et accomplies.
Malgré les résistances des populations au départ, elles ont fini par se soumettre par contrainte. Peu de temps après, des autochtones se chargèrent de cette formation spirituelle.
A partir de 1920, les missionnaires se préoccupèrent en Urundi de la création des écoles pour catéchumènes, des écoles primaires et secondaires sans oublier le domaine de la santé. Etant donné que pendant cette période les pays africains ne disposaient pas d'un clergé autochtone, les missions et les autres oeuvres sociales étaient tenues par des étrangers et en particulier par la congrégation des Missionnaires d'Afrique des Pères Blancs.
Pour ne pas les garder indéfiniment, des séminaires et des grands séminaires furent ouverts pour que les Africains deviennent selon l'expression du Pape Paul VI au symposium qui réunit à Kampala vers la fin juillet 1969, les représentants des conférences épiscopales d'Afrique,
« *leurs propres missionnaires* ».[1]

Les églises des missions apparaissent alors au début du 20ème siècle comme des appendices des églises métropolitaines et n'avaient pas de personnalité propre. Les financements et le clergé venaient de l'étranger. L'Eglise en Afrique était dans l'enfance et il fallait qu'elle retrouve son autonomie, du moins au niveau du clergé.

Selon J. Marc Ela :

> « *(...)On comprend qu'il faille envisager l'avenir des Eglises d'Afrique dans un processus d'émancipation pour arriver à la naissance des églises locales accédant à leur autonomie d'adultes. Une intelligence renouvelée de la mission s'invente dans les petites communautés qui se dispersent dans les points de tension de la société avec un minimum d'appareils institutionnels et une organisation souple.....* »[2]

---

[1] (P.H.) MEINRAD, Emancipation d'église sous tutelle : Essaie sur l'ère post-missionnaire, Paris, présence Africaine, 1976, p17

[2] (J.M.) Ela , Le cri de l'homme africain, Questions aux chrétiens et aux Eglises d'Afrique, Paris, l'Harmattan, 1952 , p34

Ce souci sans cesse renouvelé des missionnaires aboutit vers la fin de la première moitié du 20ème siècle à l'installation dans certaines missions chrétiennes d'Afrique des premiers prêtres africains, devenant ainsi responsables de leurs missions respectives.

Au Burundi, les choses allaient changer au lendemain de l'indépendance. En effet lorsque Monseigneur Grauls arriva en 1937 à Gitega, il était le seul vicaire Apostolique de l'Urundi. En 1962 l'encadrement du « peuple »chrétien était bien meilleur que 25ans plus tôt. Monseigneur Antoine Grauls était archevêque avec 3 diocèses suffragants, dont deux (Usumbura et Ngozi) avaient des évêques originaires du pays. En 1937, l'Urundi comptait un seul séminaire, celui de MUGERA ; il y en avait quatre en 1962 dont le grand séminaire de BURASIRA ; 12 prêtres seulement en 1937 contre 81 en 1962. Jusqu'en 1937 il n'y avait pas de frères barundi ; le pays comptait 34 en 1962. Le Burundi comptait 257 Sœurs autochtones contre 18 en 1937. Le nombre total de missions était passé de 20 à 55 et les catéchistes de 828 à 2 538. Enfin les chrétiens de 481310 à 1 489 900 .(3)
C'est un bilan pour le missionnaire, mais qui aboutit à la déculturation de la population burundaise.

Ce progrès au niveau de la formation des séminaristes portait des fruits au lendemain de l'indépendance. Il faudra attendre 1973 pour que tous les diocèses soient aux mains des autochtones ; ce qui était important pour un pays indépendant qui avait besoin des autorités ecclésiales nationales.

Selon MEINRAD P. HEBGA, ce changement au niveau du clergé devait s'opérer tout en nouant des relations diplomatiques avec d'autres églises occidentales, l'Eglise étant universelle. C'était donc moins une remise en cause de la mission chrétienne étrangère que sa réorientation.(4)

Le clergé autochtone était formé mais la rupture avec les églises occidentales était exclue. Il fallait alors continuer l'œuvre évangélisatrice et maintenir les œuvres sociales mises en place par les missionnaires. Continuer l'œuvre d'enseignement, l'œuvre sanitaire et l'œuvre spirituelle, voilà l'héritage de l'Eglise catholique post-missionnaire. Les œuvres à caractère économique comme des coopératives, des caisses

---

(3) ENTRE-NOUS-mai 1962, p47
(4) (P. H.) MEINRAD, op.cit, p17

d'épargne, des mutualités, des syndicats chrétiens étaient aussi nés mais n'avaient pas connu des progrès comme les œuvres sociales.

Les réalisations missionnaires au niveau économique étaient constituées par l'introduction de nouvelles cultures de rapport, le reboisement et la construction de routes d'intérêt local.

1. Problématique

La mission de MUSHASHA a constitué l'objet d'étude d'un mémoire de licence intitulé : Histoire sociale de la mission de Gitega (1933-1962) fait par madame Caritas NZEYIMANA en 1982. C'est un travail comprenant trois parties.

Dans la première partie, l'auteur nous parle de l'implantation missionnaire à Gitega ; dans la seconde partie , il nous montre l'œuvre missionnaire au niveau social, économique et culturel, tandis que dans la dernière partie madame Caritas étudie les effets de l'action missionnaire dans la circonscription de Gitega. Dans ses conclusions, elle nous résume le contenu de son œuvre ,c'est-à-dire les réalisations des missionnaires dans tous les domaines et les conséquences de l'installation des missionnaires à Gitega.

Sans vouloir reprendre la période déjà étudiée par Madame NZEYIMANA, ses conclusions nous ont semblé très lacunaires :
Les missionnaires auraient fait mieux . Madame NZEYIMANA ne précise pas des critères de sélection des œuvres qu'elle a retenues et ne relève pas non plus ce qui manquait dans les domaines où ces derniers sont intervenus.

Fondée en 1933, la mission de Gitega s'étendait sur une grande partie de la province de Gitega ; ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, d'autres missions ayant été créées à partir de bon nombre d'anciennes succursales. La première mission des apôtres étant d'évangéliser, ce n'est que dans les années 70 que l'on assiste à la création de petites unités de production économique qui vont permettre un développement de la population.

Etant convaincue que l'ignorance est l'une des sources de sous-développement, l'Eglise a concentré beaucoup d'efforts dans le domaine éducatif. Des centres de formation rurale et artisanale accueillant les élèves qui n'ont pas pu continuer les écoles secondaires sont construits pour participer au développement de leur région.

Ces derniers travaillent dans des ateliers, des menuiseries et des centres artisanaux. Comment se présente alors la situation dans la mission de MUSHASHA actuellement ?

A part le mémoire de NZEYIMANA Caritas, les autres travaux réalisés parlent de la commune de Gitega mais ne ciblent pas tout à fait le rôle de la mission de MUSHASHA dans le développement de la commune .(5)

Dans le but d'apprécier les réalisations de l'Archidiocèse de Gitega dans la paroisse de MUSHASHA, trois questions trouveront des réponses dans le présent travail.
1°)Quelle est la part de l'Archidiocèse de Gitega dans le développement économique de la paroisse de MUSHASHA?
2°)Quel est le rôle socioculturel de l'Archidiocèse de Gitega au sein de la population de la région ?
3°)Quel impact spirituel et social la paroisse de MUSHASHA a-t-elle connu pendant la période qui nous concerne ?

En répondant à ces questions, il ne s'agit donc pas de l'étude de la paroisse en tant qu'institution religieuse qui nous importe, mais plutôt la connaissance de la région et les changements qu'elle a connus depuis l'indépendance du BURUNDI suite à la présence de l'Archidiocèse et de la paroisse.

2. Intérêt du sujet

Notre sujet s'insère dans le cadre des études menées sur d'autres missions implantées au Burundi. La plupart de ces études portent sur la période missionnaire et nous montrent les réalisations sociales, culturelles et économiques là où les missions étaient présentes. Ces dernières étaient installées essentiellement dans les colonies, au Congo belge, au Rwanda-Urundi et en Afrique du nord.

Plus tard, dans le souci de former le clergé autochtone, des petits séminaires et un grand séminaire de BURASIRA furent fondés.
De toutes les œuvres de l'Archidiocèse de Gitega aucune ne tenait plus à cœur au vicaire Apostolique de Gitega que celle du séminaire.

---

(5) (D.) NIYONZIMA, Gitega : Contribution à l'étude des relations avec sa région, Mém. ENS, Bujumbura,1977,120p ; (B.) MFAYOKURERA, Evolution de l'agriculture et du monde rural dans la région de Gitega, Mém, UB, Bujumbura,1977, 130p ; (N.) MBIGANE, Le marché central de Gitega, étude géographique, Mém, UB, Bujumura, 1987, 175p

Le séminaire de MUGERA bénéficia d'un agrandissement et d'une amélioration des installations et l'introduction d'un programme métropolitain. En 1958, Il en confia la direction à un membre du clergé autochtone, Michel NTUYAHAGA, dont Rome allait faire bientôt le premier évêque murundi et évêque d'Usumbura en 1959.

Le désir d'assumer une formation toujours mieux adaptée à ses prêtres incita Monseigneur Grauls à demander la création d'un grand séminaire au Burundi. S'élevèrent alors plus tard les constructions de Burasira à Ngozi inaugurée comme maison de philosophie le 2 février 1951. Plus tard il y sera érigé un séminaire complet.

Ces réalisations du vicaire apostolique montrent que dans peu de temps le pays allait connaître un clergé indépendant. Dans le présent travail qui commence avec l'année 1962, date de l'indépendance du Burundi, il est question, contrairement à la période antérieure, de constater les réalisations en grande partie du clergé autochtone et non des missionnaires. Pendant cette période, nous nous intéresserons aux différentes responsabilités assumées par les religieux au service de l'archidiocèse et de la paroisse.

3. Méthodologie

Pour réaliser ce travail, nous nous sommes d'abord servi des ouvrages qui nous ont guidé essentiellement pendant la période coloniale et post-coloniale.
En deuxième lieu, nous avons consulté les travaux de mémoire qui ont été fait à l'université du Burundi sur certaines missions environnantes et sur MUSHASHA. Nous avons non seulement étudié les archives diocésaines et paroissiales sans oublier celles des différentes écoles de GITEGA, mais également mené des enquêtes orales auprès du personnel de la paroisse et de la population environnante. Nos recherches ont été complétées par la consultation des différents revues et articles dont l'ENTRE-NOUS qui constitue une documentation riche sur l'Archidiocèse de Gitega et nous renseigne sur les événements enfin survenus et les réalisations accomplies mensuellement dans chaque paroisse de l'Archidiocèse de Gitega.

4. Articulation du sujet

Ce travail comporte trois chapitres :

Dans le premier chapitre nous étudions les critères qui sont à la base de l'évolution économique de la paroisse. Nous y analysons les

secteurs créateurs d'emplois et le rôle du Bureau de Développement de l'Archidiocèse de Gitega depuis sa création.

Le deuxième chapitre porte sur le rôle socio-culturel de l'archidiocèse de Gitega et de la paroisse et montre clairement l'intervention de l'archidiocèse dans le domaine sanitaire, le développement de l'enseignement et l'état de la chrétienté dans la paroisse.

Enfin, le troisième chapitre relate l'impact de la paroisse sur la région. Nous nous efforcerons d'y analyser l'apport de la paroisse dans le domaine du développement et les changements socio-culturels intervenus grâce à elle.

CHAP.I. LES REALISATIONS ECONOMIQUES DANS LA PAROISSE DE MUSHASHA

A part le rôle d'évangéliser qui est principal, l'Eglise promeut d'une manière secondaire l'activité économique. En 1996, l'institution était un grand producteur et le deuxième employeur après l'Etat.(6)
L'importance économique de l'église catholique se manifeste surtout du point de vue de l'emploi, des salaires, des investissements et de la formation intellectuelle.

Ainsi, dans les pays pauvres, nous fait remarquer HILGERS, les missionnaires ont dû organiser par leurs propres moyens, les ateliers, les entreprises de construction ecclésiastiques. C'est ce qu'il appelle « *soutien logistique indispensable à l'implantation de l'Eglise* »(7)

En tant qu'employeur, son importance économique se manifeste dans les tâches accomplies par son personnel qui était réparti pendant la période missionnaire comme suit :

- Le personnel missionnaire auxiliaire comme les catéchistes ;
- Le personnel ouvrier comprenant les ouvrires de chantier, de construction et les jardiniers ;
- Le personnel domestique qui entretient les bâtiments comme les écoles, églises et maisons d'habitation ;
- Le personnel des ateliers plus qualifié et plus stable.

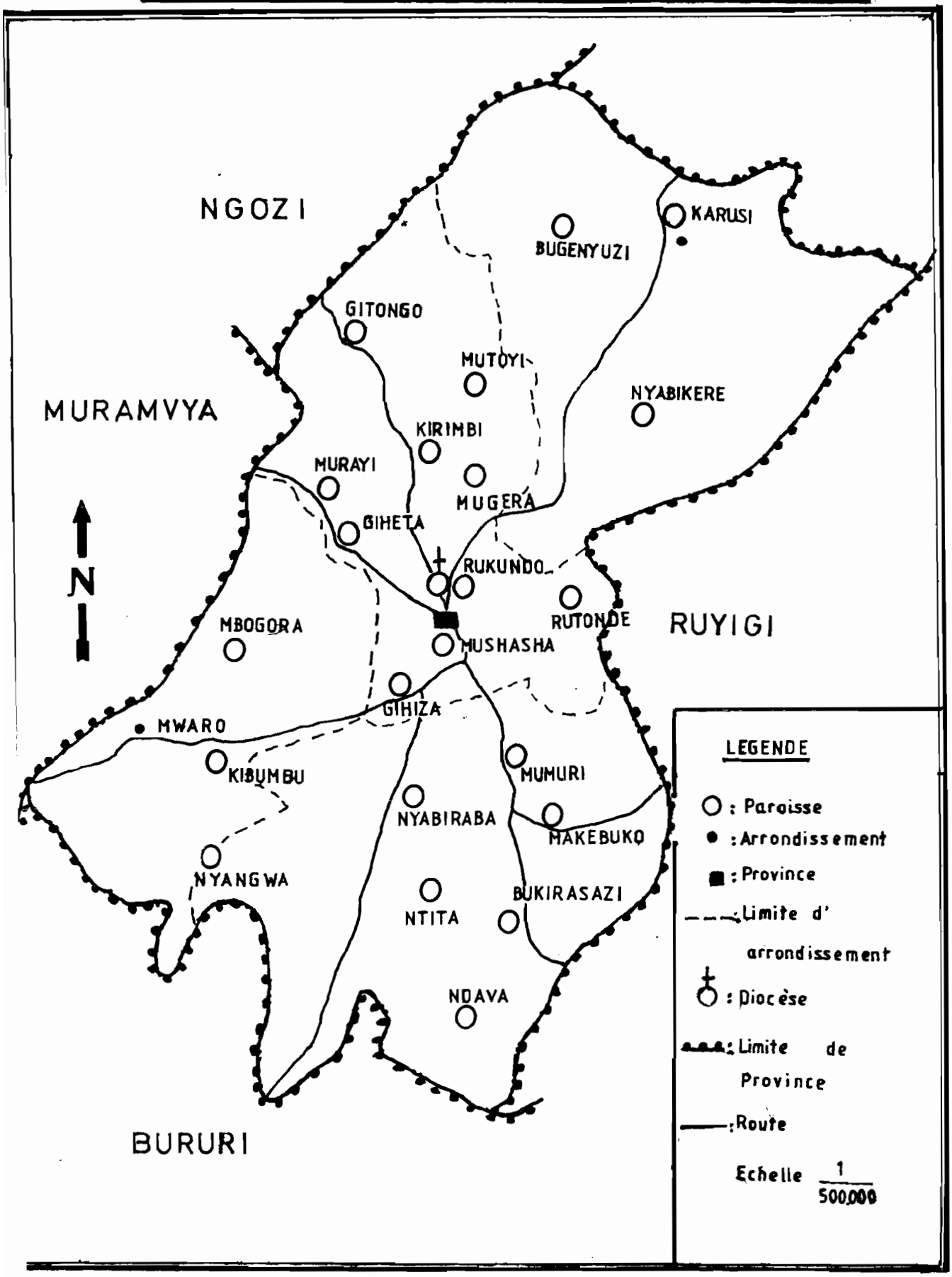
Ce secteur comprend les chauffeurs, les mécaniciens, les menuisiers... d'autres travaillent dans la forge, les briqueteries et les imprimeries.

---

(6) (C.) HICUBURUNDI, Evolution des rapports entre l'église catholique et l'Etat du Burundi (1966 à 1993), Bujumbura, UB, FLSH,1996,p46

(7) (W.) HILGERS, L'église et le développement, inventaire commenté de la contribution de l'église au développement économique et social au Rwanda-Urundi, Bujumbura, C.R.A.S, 1967, p34

LA PAROISSE DE MUSHASHA DANS L'ARCHIDIOCESE DE GITEGA EN 1982



Source: Sécretariat de l'épiscopat du BURUNDI 1982

I.SITUATION DE MUSHASHA DEPUIS 1962

I.1 Présentation générale de la paroisse

Créée en 1933 sous le nom de mission de Gitega, elle donna depuis 1936 son nom au vicariat Apostolique de l'Urundi qui, jusque là avait son siège à MUGERA avec à sa tête Monseigneur Gorju. En effet, en 1911, l'Urundi et le Rwanda faisaient partie du vicariat Apostolique du KIVU. Suite au développement de leurs mission respectives, les deux pays deviennent chacun de son côté autonomes dans le domaine religieux. C'est dans ce contexte que furent créés en 1922 les vicariats Apostoliques de l'Urundi et du Rwanda avec respectivement Mugera et Kabgayi comme siège épiscopal.

Le transfert du vicariat Apostolique de l'Urundi de MUGERA à KITEGA ne devient effectif que le 27 mars 1937 date à laquelle Monseigneur Antoine Grauls succéda à Monseigneur Julien Gorju démissionnaire pour raison de maladie. La circonscription de Kitega deviendra Archidiocèse le 10 novembre 1959 et au cours de la même année, elle est devenue le siège métropolitain de la province ecclésiale du Burundi.

L'impossibilité d'administrer mais surtout d'encadrer une population si nombreuse des fidèles à partir d'un seul centre a poussé les autorités religieuses à multiplier le nombre de diocèses et de paroisses ; Gitega garda toujours la prééminence sur les autres diocèses.

Gitega comme archidiocèse se trouve de nos jours divisée en différentes régions pastorales qui sont les régions de Gitega, de Karusi et de Mwaro. La paroisse de MUSHASHA se trouve implantée au chef lieu de l'archidiocèse et se présente comme la paroisse-mère car elle a été à l'origine d'autres paroisses comme RUKUNDO, MUMURI, BON PASTEUR, MUCUNGUZI,et GIHIZA. Avec l'érection de la seule paroisse de Gitega-ville, appelée de MUCUNGUZI en 1962, Mushasha a été amputée d'une population qui s'élevait à environ 18500 âmes , dont 17000 chrétiens et 1500 paiëns, protestants et Baswahili.[8]

---

(8) ENTRE-NOUS juin 1962, p.100

En plus, les collines Magarama, Nyabugogo, Muharuro, Bwoga, Rweza (Butamuheba), Rukoba, Zege, Masasi, Mahonda, Kabogi, Mugutu, Ruberasi (Nyaburondwe), Butegama, Higiro, Kibonobono, Nyakibingo (Butanyerera), Birohe, Rugari, Rutegama et Rutonde lui sont enlevées en 1962.

I.2 Un atout pour le développement

1°La population

La paroisse de MUSHASHA se situe dans la région de KIRIMIRO qui est une zone densément peuplée. L'altitude y rend le climat saluble et favorise l'augmentation de la population. La montagne qui est un milieu frais et humide a été souvent le refuge des populations qui y trouvent de bonnes conditions pour les activités agricoles et l'installation humaine car, avec l'altitude, disparaissent certaines maladies tropicales telles que la malaria, la maladie du sommeil et les trypanosomiases animales qui sévissent dans les régions tropicales basses. A cela s'ajoute l'existence d'un centre urbain, l'immigration, etc.
Ainsi, nous constatons avec Monsieur SINANKWA Venant que

> « *la population de la commune de Gitega a eu toujours un comportement nataliste et figure parmi les communes à fécondité élevée. Cette natalité est aussi entretenue par une diminution de la mortalité par suite des progrès sanitaires consécutifs à la colonisation permettant d'éradiquer certaines maladies et de juguler les épidémies particulièrement meurtrières et dévastatrices* ».[9]

Le centre-ville quant à lui contribue à relever la densité moyenne car la ville attire les gens surtout les jeunes de la région à la recherche du travail. Aucune ville n'étant épargnée, ce cas est aussi vérifiable dans la commune de Gitega. Si la population constitue un facteur de développement économique, la commune de Gitega en général et la paroisse de MUSHASHA en particulier n'en sont pas moins bénéficiaires.

Les résultats des deux recensements provisoires de la population montrent bien l'évolution démographique dans le tableau ci-dessous.

---

[9] (V.) SINANKWA, Evolution politique et économique de la chefferie de KIRIMIRO, U.B, 1986, p.13

Population de la commune Gitega au niveau des collines de recensement en août 1979

N° d'ordre	Colline de recensement	Total	Population	
			M	F
1	BIHANGA	2590	1200	1390
2	BIROHE	3000	1620	1880
3	BUKWAZO	1630	810	820
4	BUTAMUHEBA	2630	1210	1420
5	BWOGA	2870	1370	1500
6	HIGIRO	2150	1030	1120
7	JIMBI	2940	1340	1600
8	KARENDA	1010	470	540
9	KIBIRI	2670	1240	1430
10	KIMANAMA	2500	1220	1280
11	MAHONDA	1710	800	910
12	MIRAMA	1940	910	1030
13	MUBUGA	2750	1250	1500
14	MUGOBOKA	2620	1210	1410
15	MUGITU	2080	990	1090
16	MUKANDA	1870	880	990
17	MUNGWA	2500	1200	1300
18	MURIGWE	2160	980	1180
19	NGOBEKE	1250	590	660
20	NTOBWE	2880	1810	1070
21	NYABUTUTSI	2540	1220	1320
22	NYAKIBINGO	2190	1030	1160
23	NYAMUGARI	7220	3950	3270
24	RUBAMVYI	2900	1380	1520

25	RUGARI	2160	990	1170
26	RUKOBA	2680	1270	1410
27	RUTEGAMA	3220	1540	1680
28	RUTOKE	3730	1730	2000
29	RWEZA	2590	1250	1340
30	SONGA	3350	1600	1750
	TOTAL	**79830**	**38090**	**41740**

(10)

Population de la commune Gitega au niveau des collines de recensement-août 1990.

N° d'ordre	Colline de recensement	Total	Population	
			M	F
1	BIHANGA	3.001	1.418	1.583
2	BIROHE	3.551	1.717	1.836
3	BUKWAZO	2.072	1.021	1.051
4	BUTAMUHEBA	3.193	1.522	1.671
5	BWOGA	2.156	1.012	1.144
6	HIGIRO	2.797	1.313	1.484
7	JIMBI	3.648	1.751	1.897
8	KARENDA	1.229	581	648
9	KIBIRI	3.125	1.489	1.639
10	KIMANAMA	2.959	1.418	1.541
11	MAHONDA	2.089	1.006	1.083
12	MIRAMA	2.603	1.263	1.340
13	MUBUGA	3.426	1.627	1.799
14	MUGOBOKA	3.370	1.636	1.734

(10) Ministère de l'intérieur, Bureau central de recensement : Résultats provisoires du recensement général de la population du 30août, 1979

15	MUGUTU	856	422	437
16	MUKANDA	2.531	1.224	1.307
17	MUNGWA	3.281	1.602	1.679
18	MURIGWE	2.882	1.377	1.505
19	NGOBEKE	1.853	875	978
20	NTOBWE	3.628	1.715	1.913
21	NYABUTUTSI	3.930	1.895	2.35
22	NYAKIBINGO	2.671	1.278	1.393
23	NYAMUGARI	15.750	8.287	7.463
24	RUBAMVYI	3.366	1.647	1.719
25	RUGARI	2.516	1.213	1.003
26	RUKOBA	2.763	1.337	1.386
27	RUTEGAMA	3.005	1.725	1.280
28	RUTOKE	4.502	2.165	2.337
29	RWEZA	3.054	1.485	1.569
30	SONGA	4.523	2.246	2.277
	TOTAL	**100.333**	**49.305**	**57.028**

(11)

En prenant comme référence les deux recensements précités, on remarque que la commune a connu un accroissement de la population pendant 10 ans de l'ordre de25,7%, ce qui donne un taux de croissance remarquable . De 1979 à 1990, la population de NYAMUGARI (Quartier Swahili) est passée de 7.220 à 15750 habitants. Cela s'explique par sa situation géographique. Son emplacement au centre ville attire la population d'ailleurs qui s'y installe pour des affaires commerciales ou d'autres activités intéressant la ville.

(11) Ministère de l'intérieur, Bureau Central de Recensement :Résultats provisoires du recensement général de la population du 16-30 août 1990

Quant à la colline de MUGUTU, la population est passée de 2.080 à 856 habitants. Selon les personnes interrogées, aucun événement n'expliquerait cette diminution si ce n'est une erreur de la part des agents recenseurs.

2° Multiplicité des ressources agricoles

MUSHASHA se situe dans la région de KIRIMIRO, région qui a connu une diversité de cultures agricoles depuis la période coloniale belge. La politique agricole belge fut définie au lendemain de la famine qui endeuilla certaines régions du pays entre 1927-1929. Etaient prioritaires les cultures vivrières saisonnières et non saisonnières, notamment en favorisant l'apport de nouvelles cultures que la région ne connaissait pas encore comme le manioc et la patate douce.

Appartenant à une région à vocation agricole, MUSHASHA est un foyer de cultures vivrières comme le haricot, les patates douces, le manioc, l'éleusine et le bananier qui constituent l'essentiel de son paysage naturel. Ajoutons aussi que les légumes et les fruits européens vulgarisés depuis 1950 y sont bien représentés. Les cultures de la patate douce et du manioc y sont bien adaptées. Culture non saisonnière, le manioc a été une culture prioritaire depuis la colonisation belge. Très résistant même pendant la saison sèche, le manioc constitue la majeure partie de l'alimentation pendant les moments de soudure.

Ainsi le règlement n°84 du 26 juillet 1930 recommandait à tout indigène de mettre et de maintenir en culture une superficie minimum de 50 ares entièrement réservées aux plantations vivrières, parmi lesquels 25 ares devaient être consacrées aux plantes non saisonnières, la priorité étant accordée au manioc.[12]

Les deux cultures ont connu un essor remarquable dans les régions de KIRIMIRO après 1950, quand il fut autorisé aux paysans de planter la patate douce et le manioc chez eux et surtout sur les terrains librement choisis.

Concernant les cultures de rapport, le bananier occupe une place importante dans l'économie de la région et vient après le caféier. Le bananier constitue une « *rente viagère* » dans les milieux ruraux. C'est la principale source de revenus pour le paysan. En effet, comme partout dans le pays, le vin de banane se vend en quantités importantes dans

---

[12] (V.) SINANKWA, L'évolution politique et économique de la chefferie de KIRIMIRO (1927-1960), Mém., U.B, Bujumbura, 1985, p.91

les centres de négoce où on les trouve dans les cabarets et sur les collines dans les familles. Certaines variétés sont par ailleurs comestibles. Le régime de banane est non seulement vendu mais aussi est consommé par les ménages tous les jours.

Le surpeuplement de KIRIMIRO entraîne le morcellement des terres. Il provoque aussi la mise en valeur des marais pour augmenter l'espace arable. Les cultures marraîchères pratiquées sont les tomates, les choux, les poireaux et les carottes. Les produits obtenus bénéficient de la proximité du marché central surtout et des centres commerciaux de négoce de la région où ils sont vendus.

Néanmoins cette agriculture rencontre beaucoup d'entraves dont l'irrégularité des saisons d'abord. Soit c'est trop de pluies ravageant les récoltes, soit c'est la sécheresse qui empêche les semailles au moment où elles devraient avoir lieu. Les maladies ensuite : la virose pour la patate douce, la mosaïque pour le manioc, l'impongwa pour le maïs, la mildiou pour la pomme de terre et beaucoup d'autres empêchent de bonnes récoltes. Les médicaments fournis par les agents chargés de ce secteur ne parviennent pas à résoudre entièrement le problème. Enfin, à ces deux entraves s'ajoute une population nombreuse à l'origine du morcellement de la surface cultivable.

Le rôle du café dans l'économie du pays en général et de la région de KIRIMIRO en particulier est de premier plan. Culture commerciale introduite au Burundi au début du 20ème siècle ,elle fut diffusée de façon volontariste par le colonisateur. A l'exécution de ce projet, les missionnaires donnèrent un coup de main. Les missionnaires Pères blancs l'amenèrent avec eux à Mugera en 1899 [13]

Mais la véritable propagande du café en milieu rural fut l'œuvre du colonisateur belge et ne commença qu'en 1931. Pour des raisons climatiques, c'est le café Arabica qui fut en grande partie vulgarisé dans le pays et une station agricole fut créée à Kitega en 1920 par le Résident P.Ryckmans pour promouvoir le café.
D'abord les chefs, puis les sous chefs recevaient les premiers plants de caféiers expérimentés dans cette région.[14]
De la part de la population, le début fut caractérisé par une répugnance à l'égard de cette culture qui risquait de prendre l'espace des pâturages

---

[13] (A.) BACANAMWO, Mission et développement : Le cas de MUGERA (De 1939à nos jours), Mém.. , U.B, 1987, p.21

[14] Ibid

et des cultures vivrières dont la population connaissait l'importance jusqu'alors. Cette attitude répulsive fut combattue par l'administration belge au moyen de la coercition. Pour le colonisateur, il fallait que le café soit planté et par la suite entretenu par le paysan.
Le nombre total de caféiers mis en culture augmentait chaque année, ce qui en augmenta la production. Par exemple en 1944, la production s'élevait à 1.381tonnes de café pour tout le territoire de Gitega contre 1200 tonnes en 1943 .(15)
Dans les années qui suivirent, la production est allée croissante et surtout après l'indépendance ; certaines collines de la commune Gitega bénéficièrent de la présence des stations de Nyabuhira et Nyabugogo.

3° MUSHASHA, une paroisse proche d'un centre-ville

La présence d'un important centre urbain dans la région contribue non seulement à relever sa densité moyenne dans la mesure où les gens venant de tout le pays y affluent à la recherche de l'emploi, c'est également un centre d'écoulement des produits venant des milieux ruraux. Les gens vendent au marché central la farine de manioc, le haricot, les colocases, la patate douce, la banane, la pomme de terre, les fruits divers et saisonnièrement les termites, etc. Tout autour du marché, les gens rangent les cruches de bière de banane dont le nombre varie selon les saisons. A part les produits agricoles qui sont vendus au marché central, la plupart des gens de la paroisse ont installé au marché et tout autour des boutiques, des magasins contenant des produits divers, des ateliers et autres installations productrices des revenus.

Ne pouvant pas trouver tous du travail à la paroisse même, beaucoup de jeunes sont embauchés en ville où ils travaillent pour leurs employeurs.

La situation géographique et son importance au niveau national offrent un grand avantage à ceux qui en bénéficient. En effet, cette ville, la seconde du pays est desservie par la route Bujumbura-Muramvya-Gitega qui facilite d'intenses relations commerciales entre ces trois villes.

La consommation des biens et surtout des produits alimentaires est rendue possible par la croissance démographique et celle de la ville elle-même. Après l'indépendance en 1962, de nombreuses écoles ont

(15) Ibid

été créées, des stations régionales et d'autres services, grossissant ainsi le marché des consommateurs.

II. MISSION ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

II.1 Développement économique après 1962

Au cours de la période coloniale, les missionnaires construisaient eux-mêmes les infrastructures économiques ou collaboraient avec l'administration. Il s'agissait de petites unités de production comme les briqueteries, les menuiseries, les garages, les ateliers. Destinées au départ à l'usage interne des besoins de l'Eglise, ces unités sont actuellement ouvertes aux nombreuses demandes extérieures et profitent surtout aux populations qui y trouvent du travail.

Dans le diocèse de Gitega, les effectifs d'ouvriers employés dans les ateliers et petites entreprises en 1967 se présentaient comme suit :

Diocèse	Type d'activités	Nombre d'ouvriers
GITEGA	-Garage(réparation des voitures)	10
	-Briqueterie	-
	-Menuiserie	10
	-Imprimerie	12
	-Centre de Giheta	25

(16)

A la lecture , il convient de dire que la création de l'emploi par le diocèse était dérisoire, compte tenu de sa vaste étendue.

A cette époque, la paroisse de MUSHASHA disposait d'un garage, d'une menuiserie, d'une imprimerie laissée par les missionnaires et des ateliers de couture.

Dans les années 1960, les paroisses ont fait du développement économique, une de leurs principales préoccupations. A cet effet, des bureaux de développement au niveau de chaque diocèse après les années 1970 furent créés. Dans le cas qui nous concerne nous analyserons le rôle du Bureau de Développement de l'Archidiocèse de

(16) (A.) BACANAMWO, Op. cit, P23

Gitega (BDAG) et ses secteurs d'interventions au niveau de l'Archidiocèse.

II.2 Approche explicative

1°Promotion des centres de formations rurale (CFR), les ouvroirs et les ateliers de production

Les centres de formation rural, les ouvroirs et les ateliers créés par l'Eglise se proposent d'explorer mieux les conditions et données rurales en terme de possibilités du développement et d'avoir les compétences techniques requises dans l'exploitation et la production au niveau du secteur rural.

L'Eglise conçoit le développement comme fruit de l'éducation. Celle-ci devient le domaine privilégié, le but de l'Eglise étant de doter l'homme d'instruments lui permettant d'être l'agent de son développement. La création et l'extension des centres de formation parascolaire deviennent alors son devoir pour assurer l'éducation des jeunes et leur encadrement. Cette éducation vise l'apprentissage de nouvelles techniques culturales, la gestion des coopératives, l'apprentissage des métiers et diverses organisations économiques.
L'amélioration des techniques agricoles et des méthodes d'élevage dans le but de produire plus devient leur objectif principal. La rénovation des méthodes culturales, l'introduction de nouvelles cultures et la fertilisation des sols s'imposent pour augmenter la production diversifiée.

L'instruction apparaît donc comme l'un des remèdes au sous développement.

> « *L'un des grands symptômes du sous-développement étant l'inconscience, l'église catholique propose donc comme premier remède, l'instruction de la masse paysanne pour qu'elle soit consciente de la médiocrité de sa situation et capable de choisir parmi plusieurs moyens, celui qui se prête plus efficacement à la situation. Cette étape est la plus importante car la formation des cadres et d'une main d'œuvre compétente conditionne la réussite des projets de développement* ».[17]

Dans le domaine de l'élevage, les C.F.R ont pour but d'amener la population et les jeunes en particulier à adhérer aux nouvelles méthodes

---

[17] (A.) NDEREYIMANA ; (Z.) NZOJIBWAMI, L'importance économique de l'église catholique au Burundi, Bujumbura, ISCAM, 1980, p17

d'élevage. Actuellement, le cheptel bovin souffre d'une sous-alimentation à l'origine des retards de croissance, de la diminution de lactation et de la moindre résistance aux maladies.(18)

Dans le cadre des ouvroirs et ateliers de couture deux centres de formation sociale ont été ouverts à MUSHASHA, un centre de formation rurale et artisanale à NYABUTUTSI, une menuiserie et un projet agricole à NYANGWA. Les techniques de menuiserie, de maçonnerie, de fabrication des tapis et de matériel de sport, de l'économie familiale et d'autres sont appris dans ces centres.(19)

- **Le centre de formation artisanal de NYABUTUTSI**

En 1964, les premiers volontaires italiens de Beato Angelico de Milan arrivèrent à GIHETA. En 1967, un projet d'école d'art est approuvé.
Cette école passe, en 1971 à Gitega et y connaît un grand essor sous le nom de : « Ecole technique secondaire d'Art. A partir de 1979, la dite école est gérée par le Ministère de l'éducation Nationale du Burundi et dirigée par les Burundais.(20)

Les volontaires italiens cherchèrent alors un nouveau mode de présence dans le pays. Ils créèrent un centre de formation artisanal utilisant les ressources du pays et développant une production nationale.

En 1980, un premier groupe de jeunes gens de 15 à 16ans deviennent des apprentis dans un atelier de céramique construit sur la colline NYABUTUTSI. En plus de la technique de la poterie, les élèves suivent des cours d'initiation à la comptabilité et d'organisation du travail. Quelques anciens élèves de ce centre s'installèrent en 1984 à MUMURI dans ce qui fut la chapelle de la succursale. Onze furent groupés dans une association reconnue par le ministère du développement rural, cinq s'occupant de la poterie, deux de la fabrication des dalles et deux des tuiles.(21)

Compte tenue de la qualité des produits qui s'y vendent, on peut parler d'une petite entreprise moderne. Une salle d'exposition permet

---

(18) (M.L.) KABAGEMA, op cit p44

(19) Ibid

(20) ENTRE-NOUS, juin-juillet 1984, p136

(21) ENTRE-NOUS, Juin-Juillet1984, p136

d'apprécier beaucoup de réalisations, particulièrement des cuisinières économiques qui cuisent les mets plus rapidement et avec une moindre consommation de bois que dans le feu traditionnel ouvert, une vaisselle émaillée cuite à haute température comme les théières, des sucriers, des tasses et soupapes des objets liturgiques,(calices, chandeliers, etc.), des vases à fleurs,... ;des petites lampes alimentées par l'un ou l'autre combustible (Mazout, Pétrole, etc.) ; des pots perméables qui servent à filtrer l'eau ; des carreaux à grande résistance pour daller les maisons ; des tuiles. Le grand souhait du curé de la paroisse de MUSHASHA est que des gens venant d'ailleurs que des environs de Gitega s'engagent dans le centre de formation artisanale pour produire davantage et faire connaître ces produits ailleurs. Sa grande ambition est de servir de centres pilotes à l'installation de centres semblables dans les autres paroisses.

2° Maintien d'une politique de reboisement

La politique de reboisement date bien avant l'indépendance du Burundi. Les premiers missionnaires de Kitega avaient encouragé cette activité et les autorités coloniales la renforcèrent. Dans le KIRIMIRO, on a commencé la plantation des arbres le long des axes routiers et des pistes importantes. Le gouverneur Charles Voisin préconisait au début des années 1930, cette activité pour non seulement influencer le régime des précipitations mais aussi assurer les besoins futurs de bois d'œuvre et de chauffage.
A cause du manque de volonté de la part de la population locale pour planter les arbres à leur profit, le Résident de l'Urundi avait obligé l'établissement des boisements communaux à raison d'un ha pour 300 contribuables.

Les premiers boisements à Gitega datent des années 1930 et des progrès remarquables ont été observés dans les années1960-1965 [22] , période pendant laquelle différentes collines de la paroisse de MUSHASHA ont connu des travaux de reboisement généralisés ; des plants d'eucalyptus et de grévillea étaient distribués pour être plantés sur un terrain préparé à cet effet. Les collines et les superficies approximatives plantées prouvent cette réalité.

---

[22] (J.B.) NKURIKIYE, Monographie historique de la commune Gitega (1960-1990), mém, U.B, Bujumbura, 1992, P61

Collines de Gitega reboisées jusqu'en 1965 [23]

Colline	Superficie approximative/are
SONGA	11.500
RUBAMVYE	10.355
MUKANDA	6.815
BIHANGA	3.800
MURIGWE	14.280.
MUGUTU	8.615
KARENDA	4.875
MUBUGA	8.820
RUKOBA	7.510
JIMBI	3.100
NYABUTUTSI	6.820
KIBIRI	9.025
NYAMUGARI	13.545
RWEZA	8.120
MIRAMA	3.915
NTOBWE	12.630

Les terrains de reboisement étaient choisis dans les endroits non propices à l'agriculture pour ne pas gêner cette activité. Le choix était libre. Malheureusement la plupart de ces reboisement subsistent en partie ou ont été détruits à cause de l'action de l'homme ignorant souvent le remplacement par de nouveaux plants.

3°Diffusion des cultures

Le rôle des missionnaires dans la diffusion des cultures fut d'une importance capitale. Dans la mission de MUGERA, la première réalisation à signaler en ce domaine est la diffusion des arbres fruitiers et légumes plantés au départ dans les jardins puis distribués aux

(23)) Ibid

populations environnantes. Ces cultures concernaient surtout les arbres fruitiers, les avocatiers, les goyaviers et les tomates. La diffusion était accompagnée d'un enseignement en matière agricole dispensé par les moniteurs agricoles. Cet enseignement complétait celui donné par le pouvoir colonial. Un enseignement analogue dispensé aux enfants de l'école primaire était concrétisé par la pratique des jardins scolaires comme celle faite à l'ENG à MUSHASHA.

Les stations de Karuzi et de Rutegama servaient pour la diffusion des cultures saisonnières et non saisonnières pour la région de Gitega. Grâce à la première, des nouvelles variétés de manioc dont BINTI ASUMANI, MUSURUPIA et RUBONA ont été introduites. Ces dernières étaient préférées grâce à leur résistance contre la mosaïque foliaire, maladie dont les champs de manioc étaient fréquemment atteints. La station de Rutegama datait de 1957 avec une superficie de 20,50 ha. Ses activités étaient réduites au minimum et seules quelques expériences locales y étaient menées. Ces expériences concernaient les variétés de patates douces, de soja, de haricot, de manioc, de café et de ricin. Il y avait à côté une petite pépinière d'arbres fruitiers. Des porcs et des vaches y étaient aussi élevés pour la production du fumier. La station de RUTEGAMA assurait la distribution de toutes les variétés dans toute la région de Gitega.[24]

> « *Le rapport annuel de 1957 en territoire Kitega signale la première multiplication en milieu indigène des variétés de patates douces caroline lee et Northon Sam en provenance du centre agricole de RUTEGAMA* » [25]

Ce centre continua à diffuser ces différentes variétés jusque vers les années 1970, date d'abandon de cette station rebaptisée « projet *semences sélectionnées* ». [26]

III. LES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES

III.1. Coopératives et mutualités comme organisation à caractère économique

Sur base des recommandations contenues dans les plans quinquennaux du gouvernement, l'Eglise Catholique s'était fixée vers les années 1970 comme objectif d'intéresser surtout les cultivateurs à la gestion des affaires économiques et sociales à travers les coopératives

---

[25] (V.) SINANKWA, op.cit, p.93

[26] (J.B.) NKURIKIYE, op.cit, p56

et mutualités. Au départ, ces dernières étaient considérées comme de l'entraide coutumière sous une forme de caisse sociale d'entraide voire d'assurance destinée à subvenir aux besoins des membres adhérents en temps opportun. En 1976, le nombre des membres de cette organisation s'éleva dans tout l'Archidiocèse de Gitega à 1 177.[27]

Quant aux coopératives populaires, elles sont implantées un peu partout dans les paroisses. La maison-mère se trouve à MUSHASHA. Ces coopératives sont orientées vers la commercialisation des produits agricoles dont les bénéfices ont servi à l'établissement d'une boutique au siège même.

Malheureusement, seules les statistiques des trois années pour la paroisse de MUSHASHA ont été retrouvées dans les archives de l'archidiocèse, soit des données insuffisantes pour risquer un commentaire convaincant.

Année	Mutualités (membres)	Coopératives (membres)
1964/65	213	350
1969/70	380	251
1975/76	145	165

(28)

III.2. Le Bureau de Développement de l'Archidiocèse de Gitega (B.D.AG.)

Les projets de développement dans tout l'archidiocèse sont accomplis par le Bureau de Développement de l'Archidiocèse de Gitega (B.D.A.G) créé en 1974. Chaque paroisse dispose d'un comité de développement qui fait savoir aux responsables du BDAG les besoins et les souhaits de la population qu'il représente. Le BDAG utilise une main d'œuvre relativement qualifiée, comprenant des maçons, des menuisiers, des électriciens, des artisans et des gens qui travaillent sur terrain pour la sensibilisation de la population.
Certains membres du personnel sont formés par les employés de la paroisse de niveau A2. Le cas de la main d'œuvre dans l'atelier métallique de MUSHASHA revêt un caractère révélateur. Cette utilisation

---

(27) (D.) NIYONZIMA, op.cit, p.100

(28) Statistiques de l'archidiocèse de Gitega, Paroisse de MUSHASHA

d'une main d'œuvre relativement qualifiée permet au BDAG d'offrir des salaires fort modestes.

III.3 Les grands domaines d'intervention et les réalisations du BDAG

Le BDAG intervient dans beaucoup de domaines en vue du développement socio-économique des populations et de leurs régions.

En 1985, le BDAG a soumis au gouverneur de Gitega un projet global pour approbation et recommandation ; ce projet comprenait la construction de 18 bâtiments destinés aux activités de développement socio-économique de la région de Gitega dont dix bâtiments polyvalents, 4coopératives et 4centres socio-éducatifs. (29)
La plupart des projets sont réalisés avec l'intervention du gouvernement. De 1991 à 1993, un grand projet global est réalisé avec l'aide de Misereor (ONG allemande) qui construisit des bâtiments pour coopératives d'approvisionnement et de commercialisation, des centres socio-éducatif et des salles polyvalentes. Dans le secteur médical, ce grand projet a construit deux centres de santé :l'un à GATONDE, l'autre à KIRIMBI et a achevé la maternité de MBOGORA.

En plus de ces grands projets, le BDAG intervient dans l'encadrement de plusieurs micro-réalisations partout dans l'archidiocèse dans le cadre du soutien des initiatives locales. Notons la construction de plusieurs maisons pour familles en difficultés à MAKEBUKO, d'un « home » d'accueil pour vieillards à MUTOYI et des coopératives à MBOGORA, à MAKEBUKO, à NYANGWA, à BUHORO, à GIHIZA et à GITONGO. Dans le même cadre, il nous faut aussi citer les nombreuses adductions d'eau potable notamment à KIVUMU, à MURAYI, à RABIRO, à KIBIMBI, à BISORO, à NYABIRABA, à RYANSORO, à NKANDA, et un reboisement de 40ha à MUTOYI.(30)

Dans toutes ses réalisations, le BDAG reçoit l'aide du gouvernement Burundais, des gouvernements étrangers ou des bailleurs traditionnels comme Misereor/Allemagne, Secours catholique/France, Protos/Belgique, les œuvres pontificales missionnaires, C.R.S-BURUNDI, CED-CARITAS, Cordaid/Hollande, etc.

---

(29) (A.) BACANAMWO, op.cit,p.24

(30) (A.) NIBIMENYA, MonseigneurJoachin RUHUNA. Le pasteur fidèle, Maranatha,p64

A titre d'illustrations, le centre de santé construit à GATONDE (en province KARUZI, commune NYABIKERE) inauguré le 5 décembre 1992 a été le fruit des efforts conjugués de la population locale qui apporta les matériaux pour la valeur de 1.100.000Fbu, du gouvernement des Baléares(Espagne) avec 3.850.000Fbu et des chrétiens de la Belgique et de l'Archidiocèse de Gitega qui ont donné une contribution de 6.000.000Fbu [31]

La construction d'un pont sur la MAVUVU et du réseau d'adduction d'eau potable à MURENDA en paroisse de MAKEBUKO fut inaugurée le 13 février 1992. Il a été financé à 75% par le BDAG et 25% par le Ministère du développement communal du Burundi. Son coût s'élèvait à 7.518.546Fbu [32]

La construction d'une adduction d'eau en commune KAYOKWE inaugurée le 19 février 1993 longue de 7,5km a coûté au BDAG 9.000.000Fbu.Elle dispose de trois réservoirs avec une contenance totale de 70.000 litres [33]

La construction d'un centre socio-éducatif dans la paroisse de MURAYI a coûté 9.500.000Fbu dont 6.000.000Fbu engagés par le BDAG. Le reste (3.500.000) fut octroyé par les sœurs de Cemmo. Ce centre est fréquenté par 220 « élèves » répartis en catégories selon la formation préférée.
La formation dispensée porte sur la menuiserie, la couture , la maçonnerie, l'hygiène ainsi que l'éducation nutritionnelle et familiale. [34]

Dans la paroisse de MUSHASHA, notons la construction d'un centre audio-visuel de Gitega-MUSHASHA, la construction d'écoles primaires à MUSHASHA, la construction et équipement d'un centre des sourds-muets à MUSHASHA avec participation du gouvernement, la construction et l'équipement de l'ETM de MUSHASHA en 1993, la construction d'un centre pour aveugles et des adductions d'eau potable.

III.4.Le BDAG dans l'économie familiale

Dans ce domaine, le BDAG intervient dans le repeuplement porcin et la relance agricole.

---

(31) ENTRE-NOUS janvier-février 1993, p18
(32) Ibid
(33) ENTRE-NOUS janvier-février 1993, p19
(34) ENTRE-NOUS Janvier-février 1993, p.20

1° Le repeuplement porcin

Ce secteur voudrait créer une chaîne de distribution des porcs au sein des groupements agro-pastoraux. Les premiers bénéficiaires disponibilisent les porcelets de la première mise-bas pour que d'autres soient servis. Le but poursuivi dans ce secteur est en définitive le rétablissement de l'autosuffisance alimentaire. Cet effort est d'une grande importance pour la population bien que le nombre de porcs distribués nous reste inconnu. La zone d'action est MUSHASHA, MUMURI, RUKUNDO, GIHETA, KIBUMBU, MBOGORA, NYABIKERE comme paroisses.

2° La relance agricole

Pour le BDAG, l'objectif de ce projet est de constituer des fonds qui serviront à la population pour la création d'autres sources de revenus. Il s'agit de distribuer en premier lieu des semences et chèvres moyennant un contrat de remboursement. Après avoir remboursé en nature ce que l'on a reçu, on devient propriétaire. Le produit des remboursements constituera un fonds de démarrage des activités à caractère coopératif pour les localités concernées.

Le BDAG éprouve des contraintes en ce secteur dont les plus importantes peuvent être formulées comme suit:

1° La politique des groupements et associations ne favorise pas la relance économique familiale. La ventilation des budgets semble favoriser plus le personnel salarié que les bénéficiaires.

2° En matière d'élevage, les intrants vétérinaires sont inaccessibles, le revenu familial ayant touché le fonds suite à cette crise qui dure depuis 1993

3° L'appartenance au groupement diminue le sens de responsabilité de la part des éleveurs : ils ne voient d'avantages que quand ils auront remboursé au projet ce qu'ils lui doivent.[35]

La paroisse de MUSHASHA ne s'occupe pas seulement du développement économique de la région où elle rayonne ; elle a, à son actif, des réalisations socio-curturelles qu'il convient de mentionner.

---

(35) Archives du Bureau de Développement de l'Archidiocèse de Gitega

CHAP II LES REALISATIONS SOCIO-CULTURELLES DANS LA PAROISSE

Les réalisations concrètes de l'Archidiocèse de Gitega et de la paroisse ne se retrouvent pas seulement dans le domaine économique. Elles prennent encore plus de relief dans le domaine socio-culturel. L'œuvre de l'archidiocèse dans l'amélioration de la santé publique, le développement de l'enseignement et l'état de la chrétienté au niveau de la paroisse méritent d'être bien connue, tant elle est importante .

II.1 Le domaine sanitaire

II.1.1.Situation générale avant 1962

La mission de MUSHASHA n'a pas formé de médecin, n'a pas construit d'hôpital, de dispensaire ou de centre de santé durant la période 1933-1962. [36] Cela ne veut pas dire que l'Eglise Catholique ignorait ce secteur.

La mission de MUSHASHA avait orienté les soins médicaux dans un ensemble d'actions destinées à changer le milieu et à favoriser un mieux-être de la population. Cette tâche était confiée aux sœurs missionnaires de notre Dame d'Afrique qui travaillaient en collaboration avec les institutions locales de développement comme le centre de santé, le foyer social, l'assistance sociale et les mouvements d'action catholique. A travers ces contacts, les gens de la paroisse de MUSHASHA avaient compris qu'il fallait améliorer l'alimentation, le logement, l'instruction et le travail à travers lesquels l'on doit attendre l'amélioration de la santé.

II.1.2. Situation sanitaire au lendemain de l'indépendance nationale

La gestion du domaine sanitaire n'est pas un monopole exclusif de l'Etat comme certains pourraient le penser. En dispensant les soins préventifs et curatifs, celui-ci n'intervient pas seul. Il reçoit le concours d'autres partenaires, principalement celui de l'Eglise Catholique. Son intervention en ce domaine se révèle efficace grâce aux services rendus par le CED-Caritas, une association sans but lucratif créée en 1962 par la conférence des évêques catholiques du Burundi, CECAB en sigles. Le service promotion santé est né en 1964 mais celui-ci ne devint effectif

---

[36] (C.) NZEYIMANA, op.cit, p.42

qu'avec la création des services inter diocésains en 1976, date à laquelle chaque diocèse disposait d'un bureau diocésain de développement (BDD)

Dans l'archidiocèse de Gitega, le BDAG s'occupa des centres de santé déjà existants et participa à la création d'autres. Le centre de santé de MUSHASHA fut créé en 1982 par Breschia et fut inauguré en 1985.

La création des centres de santé avait pour but de réduire la distance qui séparait la plupart des gens du dispensaire le plus proche. Les centres de santé créés dans l'archidiocèse de Gitega ont enregistré durant la période de juillet1975 à juin 1976, 449.859 consultations, 2.917 hospitalisations, 1.140 naissances, 13.630 consultations pré-natales et 29.571 consultations pour nourrissons. (37)

Outre les soins dispensés dans ces centres de santé, les religieuses installées dans tout le diocèse s'occupent des enfants qui souffrent de la malnutrition et de la sous-alimentation. Aussi des instructions sont données aux mamans dans le but d'éviter les maladies dues à la carence alimentaire. Cette formation est complétée par celle dispensée dans les foyers sociaux et dans les catéchuménats où des leçons d'hygiène sont inscrites au programme.

Enfin, dans le domaine de la santé, le BDAG s'occupe du travail de conscientisation des populations concernées en leur montrant leur responsabilité en la matière. Le volet préventif joue un rôle primordial et le BDAG arrive à l'autofinancement des centres de santé en s'appuyant sur la solidarité associative (mutualité chrétienne).
Quant à la nutrition, le BDAG appui les centres agréés dans le dépistage des situations de malnutrition, sert d'intermédiaire dans l'octroi des compléments de nutrition et anime les mamans en âge de procréation sur l'équilibre nutritionnel à base des produits locaux.

1° La morbidité

La plupart des maladies dont souffre la population de la paroisse MUSHASHA sont dues au manque d'hygiène et à la malnutrition. Cet état de morbidité affecte la capacité productive de la population.

---

(37) (D) NIYONZIMA, op.cit, p.98

C'est dans ce cadre que la paroisse a ouvert des centres d'éducation de base (CEB)dans ses parages ayant la tâche de préparer les fréquentants à résoudre les problèmes qui se posent dans leur milieu en matière politique, économique, sanitaire et agricole. Y sont développés les thèmes en rapport avec l'agriculture, la santé et l'hygiène. A la fin, les bénéficiaires sont informés sur les causes de certaines maladies qui frappent la population, leurs natures, leurs conséquences et les moyens de les prévenir.

2°La mortalité

Une enquête menée dans la commune de Gitega par la FAO sur l'état sanitaire des enfants a révélé un pourcentage très élevé de mortalité infantile. Les adultes sont assez résistants mais eux aussi sont frappés par certaines maladies. (38)

3° Le rôle du centre-ville sur la santé de la population

Avant la multiplication des centres de santé, la population de la paroisse MUSHASHA allait se faire soigner au centre urbain de Gitega, qui disposait d'un hôpital et d'un dispensaire jusqu'en 1993.

II.1.3. Le centre de santé de MUSHASHA

Dans le cadre de réduire la distance séparant les populations et les centres de santé, le BDAG a construit un centre de santé à MUSHASHA en 1985. Celui-ci est le seul dont disposait la paroisse jusqu'en 1993. ce centre joue un rôle très important pour la population de MUSHASHA et surtout celle qui n'est pas à même de se payer les soins de santé dans l'hôpital de Gitega comme nous le montrent les statistiques ci-après.

(38) (J.B) NKURIKIYE, op cit, p117

Statistiques des consultations au centre de santé de MUSHASHA[39]

Année	Nombre de lits	Consultations	Consultations pré-natales	Consultations des nourrissons
1987	9	31.565	-	-
1991	9	27.142	259	4.408
1992	9	20.248	-	7.360
1993	9	28.762	743	8.339

En regardant le tableau ci-dessus on remarque que les consultations de 1991, 1992 et 1993 sont moindres que celles de 1987. Cela s'explique par la naissance des centres de santé privés au centre ville et d'autres créés par l'Etat comme celui de RUTOKE à GIHIZA, paroisse filiale de MUSHASHA. L'année 1993 allait enregistrer un nombre très élevé de consultations n'eut été un arrêt de fonctionnement du centre de santé pour quelques temps suite à la crise socio-politique de 1993.

Seules les consultations de 1987 dépassent de loin la population globale de la paroisse : 31.565 consultations sur 26.443 habitants, soit 119,36%. Soit beaucoup de gens qui ont fait plus d'une consultation, soit les voisins des paroisses proches qui y ont fait des consultations ; ce qui expliquerait aussi le nombre élevé de consultations par rapport aux années précédentes. Les années 1991, 1992 et 1993 ont enregistré quant à elles des consultations inférieures à la population globale :27.142 consultations sur 35.504 habitants, soit 77,5%en 1991 ; 20.248 consultations sur 35.604 habitants, soit 56,87% de la population totale en 1992 ; 28.762 consultations sur 35.504 habitants, soit 81,01% de la population totale en 1993.

Concernant les consultations des nourrissons, elles sont allées croissant. De 4.408 consultations en 1991, elles s'élèvent à 8.339 en 1993, soit une augmentation de 89.17%. Ce nombre représente en outre 8,31% de la population totale de la commune GITEGA en 1990.

---

(39) Statistiques de l'archidiocèse de Gitega, Paroisse de MUSHASHA

II.1.4 Le personnel du centre de santé

Faute des moyens financiers et matériels suffisants, l'Eglise catholique privilégie la construction des centres de santé.

Comme les autres centres de santé tenus par l'Eglise Catholique, celui de MUSHASHA utilise un personnel peu qualifié. On y trouve des techniciens médicaux de niveau A2 et des auxiliaires de santé de formation A3. A cause de ce manque frappant en personnel qualifié, le centre utilise aussi des aides soignants ayant reçu des certificats après une formation reçue grâce au BDAG par l'intermédiaire des agents du service « Promotion Santé » qui, outre la formation théorique dispensée aux auxiliaires de santé, assure une formation permanente des techniciens médicaux, encadre et supervise l'action des centres de santé de son ressort en y effectuant de fréquentes visites.

II.1.5 L'assistance aux orphelins et aux handicapés

La paroisse de MUSHASHA a ouvert un centre pour enfants et jeunes sourds-muets installé à MUSHASHA même ; celui-ci logeait en 1993, 35 enfants. Elle avait durant la même période 41 enfants se trouvant dans un centre pour aveugles et un centre pour handicapés moteur à MUSHASHA avec 68 enfants.

Le rôle des communautés des sœurs dans ce domaine est inestimable, en particulier les sœurs Bene Bernadeta et les sœurs Bene Tereziya. Les premières entretenaient 35 orphelins recueillis et 9 personnes âgées hébergées en 1992. En 1993, elles prenaient en charge 131 orphelins recueillis et 70 orphelins suivis en famille dans la paroisse de MUSHASHA et de RUKUNDO. Au cours de la même année elles assuraient l'assistance à 7 personnes âgées. Les seconds, dans le même cadre ont créé, sous Monseigneur MAKARAKIZA un home pour les handicapés près de l'hôpital de Gitega. Repris par l'Etat pus tard, les sœurs continuent à s'occuper de l'internat. En 1991, elles s'occupaient de 37 orphelins recueillis et 9 personnes âgées et hébergées.[40]

En plus de cette œuvre des sœurs Bene Bernadeta et Bene Tereziya en faveur des vieux et des orphelins, une assistance régulière est assurée dans la Paroisse de Mushasha ici et là par les centres de santé en faveur de ces mêmes indigents et d'autres comme les

(40) Statistiques de l'Archidiocèse de GITEGA, paroisse de MUSHASHA.

handicapés physiques, les lépreux et miséreux de tout genre. Les statistiques pour le seul centre de MUSHASHA manquent mais dans l'ensemble on compte les bénéficiaires suivants :

-Pour l'année 1991 : 41vieillards, 36 orphelins, 5 lépreux, 15 handicapés et 427 autres miséreux.

-Pour l'année 1992 : 74 vieillards, 165 orphelins, 14 lépreux, 20 handicapés et 95 autres miséreux.

-Pour l'année 1993 :183 vieillards, 1.081orphelins, 22handicapés et 6774 autre miséreux. (41)

Durant ces trois années, le nombre des bénéficiaires est allé croissant et atteint son point culminant en 1993. Cela découle en partie de la crise socio-politique dans laquelle le pays était plongé.

Les enfants se trouvant dans ce centre sont contents de l'encadrement dont ils sont bénéficiaires. Ils sont nourris, habillés et éduqués. Ceux qui ne sont pas scolarisés exercent de petits métiers comme la couture, la vannerie et le tissage à l'intérieur même du centre. Leur encadrement porte aussi sur des travaux de propriété et d'encadrement de petits jardins. Malgré leur nombre qui reste en peu négligeable, il exige un encadrement rigoureux surtout qu'il est à la fois matériel, social et spirituel.
Le nombre de vieillards pris en charge reste aussi faible. 41 vieillards en 1991 sur une population globale de 35.016 et 74 vieillards en 1992 sur une population globale de 35.604 ne représentent presque rien. Cependant, on ne peut pas ignorer cet effort tout en soulignant que le nombre pourrait être augmenté.

II.1.6. Le BDAG et le service des « enfants en difficultés »

La charité de l'Eglise doit être sensible aux vulnérables. S'occuper des enfants revient à se préoccuper de leur santé physique, mentale et spirituelle. Dans cette logique, l'enfant est éduqué pour réintégrer le milieu naturel et s'insérer économiquement dans la société.

Dans cette activité, les paroisses obtiennent la participation du BDAG. Celui-ci s'occupait d'un orphelinat à MUGERA jusqu'en 1993 et

(41) Statistique de l'archidiocèse de Gitega, paroisse de MUSHASHA.

d'une maison d'accueil RUKUNDO à NDAVA d'une capacité d'accueil de 115 personnes [42].

Dans la paroisse de MUSHASHA, le BDAG s'occupe de l'orphelinat Sainte Marie Goretti. Situé à MUSHASHA dans les enceintes de la Maison Généralice des Sœurs Bene Bernadeta, les sœurs et les enfants vivent ensemble, le BDAG n'ayant pas le temps d'ériger des infrastructures adéquates.

Le BDAG éprouve des difficultés pour des projets urgents étant donné que lui-même doit demander des aides auprès des ONG ou pays étrangers. Pour le cas des infrastructures où le BDAG ne peut pas intervenir immédiatement puisque demandant beaucoup de financements importants, il fait recours souvent aux congrégations existantes ou aux infrastructures de la paroisse en attendant les siennes.

II.2. Le développement de l'enseignement

Pendant la période coloniale, la politique scolaire avait été confiée à l'Eglise catholique qui assurait la création et l'organisation des écoles primaires. Cette situation ne favorisait pas la grande majorité des enfants non encore baptisés, compte tenue des moyens dérisoires dont disposaient les Pères Blancs.

A.Van Bilsen s'en indignait en 1956 :

> « *Il est fatal que dans les écoles surpeuplées, incapables dans la plupart des régions de contenir la jeunesse qui désire s'instruire, les missionnaires accordent la priorité aux enfants chrétiens* ».[43]

Il serait superflu d'insister sur le fait que les missionnaires ne visaient pas la formation d'une élite intellectuelle.

Quand le Ministre BUISSERET décida en 1956, la création des écoles laïques sans consulter les missionnaires qui s'occupaient de l'enseignement au Congo et au Ruanda-Urundi, l'idée motrice du changement du système en faveur de l'accélération de la formation des élites indigènes notamment par le biais de l'école publique ne passa pas. Cela indigna VAN BILSEN qui s'exprima en ces termes.

> « *Quelles que soient les institutions, la démocratie au sens le plus noble et le plus dynamique du terme ne serait qu'un vain mot si un*

---

[42] Archives du bureau de développement de l'Archidiocèse de GITEGA

[43] (V.) BILSEN, Vers l'indépendance du Congo et du Rwanda-Urundi, Kinshasa, P.U.Z, 2ème éd, p156

Congo ou un Ruanda-Urundi émancipé, était gouverné par une toute petite élite isolée d'une masse sans instruction, sans volonté politique(...) Est-il besoin de dire que plus l'élite d'un pays est nombreuse, moins elle est exposée aux tentations de la tyrannie ou de la corruption ». (44)

L'indépendance était imminente mais le problème de l'instruction subsistait. Fallait-il imputer la faute à l'Etat ou à l'Eglise ?

« C'est de notre faute, non de la leur s'il n'y a parmi les noirs, ni médecins, ni vétérinaires, ni ingénieurs, ni fonctionnaires, ni officiers. Les missionnaires ont, dans leurs propres champ d'action formé des centaines de prêtres(...). Ils ont démontré ainsi une nouvelle fois, que l'Eglise constitue souvent, dans les pays arriérés, une force plus dynamique et plus progressive que l'Etat ». (45)

Cette force et ce dynamisme de l'église nous permettent de voir le rôle joué par la paroisse de MUSHASHA en ce domaine.

II.2.1. Des réalisations importantes

Il y avait des conditions de base indispensables à l'évangélisation. Or, on remarque que les conditions socio-économiques actuelles dans bien des régions d'Afrique sont inhumaines et ne permettent pas aux masses un libre épanouissement spirituel. Cet état de pauvreté est dû en grande partie à l'ignorance car la grande majorité de la population africaine est analphabète et, étant dans cette situation ne peut pas progresser. Jacques NIYONGABO lui-même nous le dit :

« L'éducation est un facteur de production en contribuant à la croissance économique et l'augmentation des revenus des personnes éduqués et, par conséquent, un facteur important de réduction des inégalités socio-économiques et de mobilité sociale, en particulier pour les couches sociales défavorisées » (46)

---

(44) (V.) BILSEN, op.cit, p152

(45) Idem,p165

(46) (J.) NIYONGABO, « Sagesse et éducation des mentalités » in A.C.A, 1-2/2002, p95

Et Sœur Marie Goretti NIZIGIYIMANA d'ajouter :

> « *L'école est globalement conçue comme un passage de l'ignorance au savoir. En effet, parmi les principales motivations des enfants à la scolarisation, celle d'une préparation à exercer un métier plus tard en vue de gagner sa vie occupe toujours le point d'ancrage* ». (47)

Pour faire de vrais chrétiens, il ne suffit pas seulement d'enseigner les croyances et les pratiques religieuses, aussi faut-il procéder à des réformes de structure. Après l'époque coloniale, l'église a continué à créer des écoles de tout genre pour suppléer à l'insuffisance des infrastructures scolaires des pouvoirs publics. La paroisse de MUSHASHA avait déjà répondu à l'appel de Jean Paul II dans son discours à la curie romaine, le 20décembre 1985.

> « *Les jeunes sont l'espérance de l'Eglise et du monde. Il faut donc que les jeunes se sentent accompagnés et guidés par l'Eglise. L'Eglise doit partager avec les jeunes l'assurance du Christ et l'amour du Christ. Ceci doit s'accompagner d'une formation appropriée. Les jeunes attendent, l'Eglise ne doit pas les décevoir* ». (48)

L'alphabétisation

L'alphabétisation en catéchuménat date du temps des missionnaires et retient l'attention particulière de l'Eglise catholique car, selon Walter HILGERS :

> « *L'ampleur du réseau d'alphabétisation et l'ancienneté dans cette action en font des aspects les plus intéressants de la contribution de l'église au progrès social et indirectement au développement* ». (49)

En plus d'une instruction religieuse donnée aux catéchumènes, les catéchistes enseignent la lecture et l'écriture. Cet enseignement est attendu des enfants chrétiens non scolarisés, surtout ceux ayant dépassé l'âge de fréquenter les écoles primaires et dure six ans. Le but poursuivi par l'église est de donner aux catéchumènes un bagage

---

(47) Sœur (M.G.) NIZIGIYIMANA, « Sagesse et éducation des mentalités » in A.C.A 1-2/2002, p 85

(48) (M.) SHEZA, Le synode africain, Paris , Karthala (éd), 1996, p57

(49) (W.) HILGERS, op. cit, p25

minimum leur permettant d'être des membres relativement actifs de la communauté dans laquelle ils se trouvent.

Pour la réalisation de cette œuvre d'alphabétisation, les paroisses reçoivent l'aide de Caritas-Burundi. Celui-ci accorda en 1967, 10.000Fbu à chaque paroisse. (50) C'était une petite somme. Si l'on considère l'année 1969 pendant laquelle un catéchiste prestant quatre jours par semaine recevait 350F par mois, cette somme payait 28 catéchistes

La paroisse de MUSHASHA a installé dans chaque succursale un centre pour catéchumènes. Seules les statistiques des trois années ont été retrouvées en consultant les archives de la direction Yaga-Mukama à MUSHASHA.

Période	classe						
	1ère	2ème	3ème	4ème	5ème	6ème	Total
1990-1991	119	293	183	208	125	139	987
1991-1992	121	98	292	127	317	177	1132
1992-1993	208	88	193	196	297	283	1265

(51)

Avec 5 succursales, on remarque que ces effectifs sont trop élevés. Cela s'explique par un nombre important d'enfants qui n'ont pas été accueillis en première année à l'école primaire et d'autres enfants qui abandonnent l'école sans avoir terminé le cycle de formation primaire et vont fréquenter ces centres pour se préparer au baptême. De plus, les parents préfèrent laisser leurs enfants à la maison pour qu'ils les aident dans les travaux champêtres. Enfin, il y a l'ignorance des parents qui les poussent à ne pas envoyer leurs enfants à l'école.

- **L'alphabétisation des adultes**

L'alphabétisation des adultes est assurée par l'Equipe des Volontaires pour l'Alphabétisation et le développement, EVA en sigle.

---

(50) (B.) FARINE, Les rapports Eglise-jeunesse au Rwanda et au Burundi, Bujumbura, centre de recherche socio-religieuse, 1970, P31

(51) Registre des catéchumènes de la direction Yaga-Mukama de MUSHASHA

L'EVA est née à KARUZI en 1985 avec Marc TUYAGA, curé de la paroisse de KARUZI.

- **Les circonstances de la création de l'EVA**

Jusqu'en 1988, il y avait trop peu d'écoles primaires et secondaires à KARUZI. La population était presque toute analphabète et la pauvreté était liée en partie à cet état. L'alphabétisation ne consistant pas seulement à lire, écrire et calculer, cette équipe composée de certains fonctionnaires oeuvrant à KARUZI a jugé bon de commencer par l'alphabétisation des adultes où les volets santé, entretien familial et développement étaient assurés.

Expansion de l'EVA en province Gitega

Avec l'arrivée de Marc TUYAGA en 1991, des centres furent crées en province GITEGA.

La paroisse de MUSHASHA a ouvert trois centres d'alphabétisation à CERU-GITAMO, NTOBWE, MUNGWA. Les alphabétiseurs sont recrutés parmi les catéchistes qui reçoivent une formation de plus. Les locaux servant de salles d'alphabétisation sont ceux de la paroisse ; les salles, des écoles Yaga-mukama.

Les activités de démarrage ont été assurées par le BDAG. Plus tard l'EVA sera appuyé par AFRICARE, l'UNESCO, l'UNICEF et le DVV. Le nombre d'alphabétisants formés jusqu'en 1993 en paroisse de MUSHASHA n'est pas connu, mais dans l'ensemble il est estimé selon le représentant légal de l'EVA Thadée RWIGEMA, à environ 5.000 pour les deux provinces KARUZI et GITEGA.

1° Les écoles primaires

Suite au démembrement de la paroisse de MUSHASHA en plusieurs autres, certaines écoles primaires tenues par cette dernière ont été gérées par les paroisses nouvellement créées. Au nombre de dix en 1962, elles ne sont que trois en 1993, deux créées avant 1962 ;l'école primaire d'application pour les garçons et l'école primaire d'application pour les filles (EPAG et EPAF), et une créée en 1974, l'Institut Sainte Thérèse.

La paroisse ne disposant pas des statistiques des écoliers durant la période qui nous occupe, nous avons consulté les archives des trois

écoles ci-haut citées sans succès, l'EPAF ne disposant que des statistiques très récentes.

Les effectifs annuels des écoliers de L'EPAG de 1962 à 1993

Année Scolaire	Effectifs
1963-1964	731
1964-1965	769
1965-1966	791
1966-1967	809
1967-1968	797
1968-1969	843
1969-1670	789
1970-1971	791
1971-1972	699
1972-1973	-
1973-1974	-
1974-1975	590
1975-1976	541
1976-1977	664
1977-1978	629
1978-1979	712
1979-1980	776
1980-1981	835
1981-1982	769
1982-1983	815
1983-1984	922
1984-1985	982
1985-1986	1033
1986-1987	1074

1987-1988	1198
1988-1989	1215
1989-1990	1239
1990-1991	1483
1991-1992	1383
1992-1993	1412

(52)

Les statistiques des deux années scolaire, 1972-1973, 1973-1974, nous manquent, certains enseignants n'ayant pas enregistré les points. Selon les enseignants contactés, ceux-ci seraient tués pendant la crise sociale de 1972.

Concernant l'institut sainte Thérèse, il a été ouvert comme école primaire d'application comprenant le cycle primaire complet en 1977 sous la direction des sœurs Bene Tereziya. A son début, c'est à dire pendant l'année scolaire 1977-1978, elle a accueilli 272 écoliers. Jusqu'à l'année scolaire 1983-1984, elle avait accueilli 657 écoliers. (53)

2°Les écoles secondaires

L'Eglise a eu toujours le devoir de former des cadres d'action catholique et des cadres d'action purement sociale. Elle assure une formation qui leur permettra non seulement d'affronter les problèmes qui leur sont posés, mais également une animation chrétienne des syndicats, des coopératives, des groupements culturels, des associations politiques, des institutions de tout genre. Dans ce cas, les chrétiens bien formés et engagés dans le temporel, ne viendront plus consulter le clergé sur des solutions à apporter aux problèmes techniques, mais ils lui demanderont plus de lumière et d'aide, spirituelle comme bien sûr il revient au clergé de diriger les âmes, d'instruire les intelligences, de libérer les consciences de ces derniers.

L'Eglise a ouvert des écoles secondaires pour former l'élite nationale depuis l'époque coloniale. Durant la période 1933-1962, le vicariat apostolique avait assuré la création de 4 écoles secondaires dont l'école normale des garçons (ENG), le collège Notre Dame de

(52) Registres des points de l'EPAG

(53) Registre matricule de l'école primaire d'application, Institut sainte Thérèse

Gitega (CND), le collège de MUSHASHA et l'école technique secondaire d'art (ETSA). Après l'indépendance, deux autres ont été créées à savoir l'école normale des filles (ENF) et l'Ecole Technique Professionnelle (ETP) de MUSHASHA. Ces réalisations furent réactualisées légalement par la convention signée en date du 28 février 1990 régissant les rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat du Burundi spécialement en son article 2 stipulé comme suit :

> « *Outre les séminaires et les établissements d'enseignement non formel, l'Eglise participe à l'implantation, à l'organisation et à la gestion des écoles de niveau primaire, secondaire et supérieur conformément à cette convention* ».Cela voulait encore dire que même après l'indépendance, l'Eglise a continué à investir dans la création des écoles, « *levier du progrès et de l'émancipation humaine, sociale et politique* ». (54)

- **L'Ecole Normale des Filles (ENF)**

Répondant à la demande expresse du ministère des affaires sociales en 1964 de fonder une école sociale, la congrégation des sœurs Bene-tereziya accepta d'ouvrir une 7ème préparatoire à RUSENGO (RUYIGI). (55)

A cause des problèmes d'infrastructures d'accueil pour le personnel, les responsables du projet décidèrent de transférer l'école à Gitega. Celle-ci devint un tronc commun en octobre 1965. Pour concrétiser le projet de fondation de l'école sociale, la congrégation a fait recours à Misereor (Allemagne) pour le financement. La demande fut acceptée mais l'existence d'une autre école sociale à KIBUMBU et le manque du personnel qualifié pour la formation sociale obligèrent les responsables à renoncer au projet.
Etant donné que le pays n'avait qu'une seule école normale pour les filles à BUKEYE et qu'il fallait promouvoir l'enseignement pour filles parallèlement à celui des garçons, les responsables pensèrent à créer une école Normale de 7ans pour fille dont l'agrément fut accordé le 9octobre 1968.

Pour la construction de cette école, la congrégation recourt à l'aide du gouvernement suisse par l'intermédiaire des pères blancs d'Afrique à

---

(54) (V.) Bilsen, op.cit, P158

(55) (G) GAPARAYI, Catholicisme et religiosité traditionnelle au Burundi(1898-1962), mém, Bujumbura, U.B, 1985, P48

Fribourg. Malgré beaucoup d'obstacles, le vœu d'encourager l'émancipation de la femme, ainsi que le site d'accueil d'accueil des élèves plaidèrent en faveur de la construction de cette école. Un enseignement du tronc commun plus une année de formation pédagogique à partir de l'année scolaire 1968-969 fut dispensé dans cette école dans l'attente du financement pour la construction d'un cycle long.

Le gouvernement suisse accepta de financer les constructions à concurrence de 43% et Misereor de suppléer au manquant par une aide de D.M 1.153.900 octroyé le 16/11/1970. L'inauguration de l'ENFeut lieu le 7/12/1974 en présence de Monseigneur MAKARAKIZA André. L'école normale des filles délivre les diplômes d'institutrices D_7 aux lauréats de 13 promotions(1976-1988).

En 1988, l'école changea d'appellation passant de l'école normale des filles de Gitega visant la formation d'institutrices d'enseignement au Lycée (sainte Thérèse) de MUSHASHA. Dès lors le lycée dispensa un enseignement général comportant deux sections :Lettres modernes et scientifique B. on ajouta la section LP au début de l'année scolaire 1992-1993. [56]

Evolution des élèves au Lycée de MUSHASHA

Année scolaire	Nombre d'élèves
1964-1965	44
1965-1966	78
1966-1967	128
1967-1968	132
1968-1969	155+25diplômés D4
1969-1970	165+24diplômés D4
1970-1971	184+26diplômés D4
1971-1972	189+29diplomés D4
1972-1973	194
1973-1974	262

[56] Archives du lycée Sainte Thérèse, procès verbal de remise-reprise fait par la Directrice de ladite école, Justine NIYONGERE, octobre 2001.

1974-1975	328
1975-1976	380+22diplômés D7
1976-1977	379+29diplômés D7
1977-1978	385+23diplômés D7
1978-1979	389+24diplômés D7
1979-1980	397+31diplômés D7
1980-1981	392+23diplômés D7
1981-1982	393+20diplômés D7
1982-1983	401+34diplômés D7
1983-1984	396+28diplômés D7
1984-1985	386+25diplômés D7
1985-1986	386+3ème LM et 3ème SC, suppression de la 1ère N +25diplômés D7
1986-1987	437+27diplômés D7 +2nde LM et 2nde SC B
1987-1988	495+28diplômés D7 +11diplômés section LM +11diplômés section SC B
1988-1989	561+11diplômés D7 +11diplômés LM +26diplômés SC B

1989-1990	610+23diplômés de la section SC B +31diplômés de la section LM
1990-1991	684+24diplômés de la section SC B +21diplômés de la section LM
1991-1992	684+30diplômés de la section SC B +34diplômés de la section LM
1992-1993	684+40diplômés de la section SC B +35diplômés de la section LM

(57)

Comme on le remarque dans le tableau ci-dessus, les effectifs passent de 44 en 1964-1965 à 759 élèves en 1992-1993, chose impossible s'il n'y avait pas eu un agrandissement des locaux et l'encadrement en personnel. En effet, de 4 classes au départ, l'école en était à 14 classes et un personnel de 43 en nombre dont 33 Burundais et 10 étrangers en 1991-1992. En 1992-1993, elle arrivait à 16 classes et le personnel avait atteint le nombre de 44 dont 33 Burundais et 11 étrangers. (58)

- **L'Ecole Technique Professionnelle (ETP) Sainte Bernadette de MUSHASHA**

L'Ecole Technique Professionnelle de MUSHASHA est une école privée dépendant de l'Archidiocèse de Gitega. Cette école dite de l'espoir a été créée en 1981 dans le but d'accueillir les élèves qui ne seraient pas retenus pour l'école secondaire. Elle comptait alors une quinzaine d'élèves. Elle s'est fixé pour objectif de former intégralement l'homme dans ce qu'il a d'humain et de spirituel.

L'ETP de MUSHASHA a connu un essor considérable. Elle a commencé avec une section « *couture* » et en 1988, elle en était à la troisième année de la section « *Secrétariat* ».
En 7ans, l'effectif s'est élevé de 15 élèves en 1981 à 200 élèves en 1988 avec 16 professeurs permanents, trois visiteurs et une secrétaire.

(57) Archives du lycée Sainte Thérèse, procès verbal de remise-reprise fait par la Directrice de ladite école, Justine NIYONGERE, octobre 2001.
(58) Statistiques de l'archidiocèse de Gitega, paroisse de MUSHASHA.

Les deux sections sont gérées par des volontaires italiens qui s'occupent aussi de la formation de leurs homologues. L'école est appelée aujourd'hui l'Ecole Technique Moyenne de MUSHASHA. Elle comptait pendant l'année scolaire 1991-1992, 310 élèves dont 47 garçons et 263 filles. L'année scolaire suivante (1992-1993), elle en était à 333 élèves parmi lesquels 45 garçons et 288 filles. (59)
Ceux qui terminent cette école obtiennent un diplôme A_3 en couture ou en dactylographie. Sur le plan professionnel, les lauréats en dactylographie sont plus favorisés que les lauréats en couture parce que les premiers peuvent être engagés par la Fonction publique ou ailleurs tandis que les seconds se débrouillent eux-même. Cela revient à dire que la plupart des bénéficiaires de ces métiers ne les pratiquent effectivement pas faute de capitaux.

- **Le lycée NYABIHARAGE**

Le lycée NYABIHARAGE a vu le jour le 12 septembre 1958 sous la dénomination « COLLEGE NOTRE DAME » DE GITEGA.

En effet, c'est sous la demande pressante de Monseigneur Grauls, à l'époque archevêque de Gitega, adressée à Monseigneur HIMMER de TOURNAI (Belgique) que ce dernier accepta de confier à un groupe de prêtres de son diocèse la direction, l'enseignement et l'éducation des élèves de ce jeune institut.

En 1958, le chanoine avec son équipe mandatée par le Diocèse de TOURNAI ouvrait une 7ème préparatoire dans les locaux provisoires prêtés par l'archidiocèse de Gitega à MUSHASHA, le 12/9/1958. Entre temps, Monseigneur Grauls obtenait du gouverneur du Ruanda-Urundi, Jean-Paul HARROY, l'agrégation de cette classe de 7ème

Comme les locaux provisoires ne pouvaient suffire pour les années à venir, Monseigneur Grauls entreprit les démarches auprès des autorités tutélaires pour l'obtention d'un terrain sur lequel allait s'ériger le collège Notre-Dame.

La suite fut favorable, pour une superficie de 13,95ha à 1km de l'évêché de MUSHASHA et les travaux de construction dont le financement était assuré par la tutelle belge commencèrent en 1959. Ce fut une construction en pavillons séparés permettant une éducation aux différents âges.

---

(59) Statistiques de l'archidiocèse de Gitega, Paroisse MUSHASHA

En 1961, à la veille de l'indépendance, la Belgique renonça à tout budget extraordinaire pour le Burundi alors que le collège n'avait que 3 pavillons sur 7 prévus. (60)

Face à cette situation, comme en septembre 1962, la première promotion devait entre en 3ème Gréco-latine, Mgr HIMER décida de poursuivre les travaux de construction grâce à l'aide accordée par CAREME DE PARTAGE.

Après l'achèvement des 7 pavillons et 4 maisons pour les professeurs laïcs, le collège comprenait donc un cycle complet des humanités, sections greco-latine et latin-maths pouvant accueillir 237élèves. (61)

Le programme suivi était le même qu'en Europe, avec la clause spéciale « qu'aucun élève ayant échoué ou devant subir un examen de repêchage en 7ème, 6èmeet 5ème restait au collège, non plus pas de redoublants ». Cette sévérité stimulait l'ardeur et aboutissait à d'excellents résultats.

La première promotion termina les humanités en 1965. Sur 24 lauréats de la section greco-latine, 21 furent homologués.

Le Diocèse de TOURNAI continua à assurer l'enseignement et l'éducation des collégiens jusqu'en 1972. Depuis lors le gouvernement du Burundi, en collaboration avec le Diocèse de Gitega a assuré la relève. (62)

Effectifs des élèves

L'établissement qui était au départ conçu pour accueillir 237 élèves a connu une augmentation régulière des effectifs au fil des années. En témoignent les statistiques trouvées dans les archives de ladite école depuis l'année scolaire 1973-1974.

---

(60) Archives du lycée NYABIHARAGE

(61) Idem

(62) Idem

Année scolaire	Effectif
1973-1974	314
1974-1975	343
1975-1976	381
1976-1977	404
1977-1978	400
1978-1979	416
1979-1980	407
1980-1981	398
1981-1982	401
1982-1983	429
1984-1985	516
1985-1986	517
1986-1987	574
1987-1988	612
1988-1989	606
1989-1990	710

(63)

Sur une période s'étendant sur 15ans, c'est-à-dire de 1973 à 1988, l'augmentation moyenne est de 20 élèves. De surcroît, depuis l'année scolaire 1982-1983, l'école est devenue mixte, comptant pour l'année scolaire 1987-1988, 418 garçons et 194 filles.
Cette augmentation est liée au nombre croissant d'élèves devant entrer à l'école secondaire qui n'était pas suivie par la multiplication des établissements secondaires. Elle est due aussi à l'ouverture d'un cycle supérieur de trois années comprenant 3 sections :

(63) Idem

Section Lettres Modernes, section SC A et section SC B, mais cette subdivision commence avec la seconde. En 1983, le collège avait son cycle complet.

Cet accroissement n'allait pas sans provoquer des conséquences préjudiciables à la qualité de l'encadrement des élèves dans les classes, les dortoirs et spécialement pour le laboratoire des sciences. Les plupart des difficultés ont été aplanies grâce aux efforts conjugués du Ministère de l'Education qui a permis la construction de deux nouveaux laboratoires des sciences et d'une nouvelle direction avec le concours de l'archidiocèse de Gitega. Les deux permettent de résoudre les difficultés sans cesse croissantes.

- **L'Ecole Normale de Gitega**

Fondée en 1939 par Mgr Antoine Grauls sur la concession de Gitega, elle est la deuxième après le séminaire de MUGERA si l'on s'en tient à l'ancienneté. Au départ « Ecole Normale des Garçons », c'est en date du 27 novembre 1949 que le missionnaire inspecteur J.FERON demanda l'agrément de l'Ecole des Moniteurs de Gitega.(64)

L'année 1950 commença avec la 7ème en adoptant le programme des humanités modernes en défaveur de l'ancien qui disparaissait petit à petit. La 4ème année se substituait à l'EMP NYAKABIGA. De nouveau et durant seulement l'année scolaire 1973-1974, la 4ème année pédagogique fut réouverte. Le nombre total des diplômés formés de 1943 à 1974 s'élève à 705.

A partir de l'année scolaire 1963-1964, on créa la 1ère normale. En juin 1966-1967, la première promotion de la section normale bénéficia d'un Diplôme D_7.L'école normale verra la suppression de la 1ère normale depuis l'année scolaire 1983-1984. elle avait formé jusque-là 373 diplômés D_7. (65)

A partir de l'année scolaire 1983-1984, le Ministre de l'Education Nationale décida de transformer l'ENG en EFI. Lors de cette rentrée scolaire, la 1ère Normale fut remplacée par la 1ère EFI, laissant toute fois continuer la 2ème, la 3ème et la 4ème normale.

---

(64) Archives de l'Ecole Normale de Gitega

(65) Archives de l'Ecole Normale de Gitega

L'EFI aura ses premiers lauréats en juin 1985.à partir de 1986 l'école devient EFI tout court car les derniers fréquentant de la section normale venaient d'obtenir leurs diplômes. Deux ans plus tard la dénomination changea au profit du lycée de Gitega avec l'ouverture de la section scientifique. (66)

a. Le foyer social

A côté de l'enseignement formel, la paroisse de MUSHASHA a créé un enseignement non formel visant à récupérer les jeunes non scolarisés, les abandons des écoles primaires et secondaires. Le foyer social vise essentiellement la promotion féminine.

Il éduque, persuade et encourage les filles à prendre conscience de leur promotion. On apprend les notions élémentaires d'écriture, de lecture, du calcul, d'hygiène et d'art culinaire. Les cours suivis dans ce centre sont l'économie domestique, l'éducation nutritionnelle et sanitaire, l'hygiène, l'amélioration de l'agriculture et de l'élevage, l'éducation des enfants, la menuiserie, la maçonnerie, la coupe et la couture. (67)

Jusqu'en 1985 l'archidiocèse de Gitega avait déjà implanté des foyers sociaux à BUGENYUZI, à BUHORO, à KABURANTWA, à BUKIRASAZI, à GIHIZA, à GITONGO, à KARUZI, à MAKEBUKO, à MBOGORA, à MUMURI, à MURAYI, à MUSHASHA, à NDAVA, à NTITA, à NYABIRABA, à NYABIKERE et à NYANGWA. (68)

Quant aux élèves fréquentant ces centres, ils évoluent de la manière ci-après.

Année	Nombre d'élèves
1988	311
1989	619
1990	653

(69)

---

(66) Idem

(67) (Z.) SIMBAKWIRA, Histoire sociale de la mission de MPINGA (1945-1979) mém, UB,FLSH, 1986, P130, cité par (M.L) KABAGEMA, in op cit, P37

(68) Rapport annuel du département de la promotion sociale, cité par M,L, KABAGEMA, in op cit, P40

(69) Archidiocèse de Giga, Statistiques annuelles 1990, cité par M.L KABAGEMA in op cit P41

La paroisse de MUSHASHA avait six membres dans le foyer social pendant la période 1969/70 et 427, 5 ans plus tard, c'est-à-dire durant la période 1975/76 [70]

Depuis 1982, un centre de formation social de MUSEKE-MUSHASHA a été créé par les missionnaires italiennes. Ce dernier prépare les jeunes garçons et les jeunes filles à animer les centres de santé et les foyers sociaux. On y donne des cours à caractère culturel, technique et pratique (Français, Maths, Histoire, géographie, éducation sanitaire, anatomie, secourisme, animation sociale, couture, cuisine, entretien, lessive, une formation morale et religieuse, etc) ; tout cela pendant 4 ans. On y accueillie les élèves, ayant terminé la 6ème primaire ainsi que les trois années au foyer social. [71]
La formation est assurée par les ressortissants de l'école normale familiale de KIBUMBU et ceux de l'ECOSO.

Cependant, ces foyers sociaux ont des contraintes majeures. De prime abord, l'orientation de l'enseignement y dispensé n'est pas claire. En plus se pose le problème de manque de moyens. En effet, chaque centre essaie de travailler sans budget. Finalement, les centres deviennent des groupements de production au lieu d'être des centres d'apprentissage, ce qui empêche le développement.

II.2.2 La situation du personnel

1° les effectifs

- **Prêtres, religieux, et laïcs au service de la mission [72] pendant l'exercice 1964/65**

Prêtres et religieux	Nombre	Laïcs	Nombre
Prêtres autochtones	7	Catéchistes	44
Prêtres missionnaires	13	Banyenama	98
Prêtres autochtones	4	Enseignants D_4	48
Sœurs autochtones	38	Enseignants D_4	6
Frères missionnaires	16		

(70) Statistiques de l'Archidiocèse de Gitega, Paroisse MUSHASHA
(71) ENTRE-NOUS juin-juillet 1984, p137
(72) Statistiques de l'Archidiocèse de Gitega, Paroisse MUSHASHA

- **Pendant l'exercice 1975/76**

Prêtres et religieux	Nombre	Laïcs	Nombre
Prêtres autochtones	1	Congrégation laïque	1
Prêtres missionnaires	1	Catéchistes	21
Sœurs autochtones	2	Enseignants	13
-	-	enseignants	33

2° Situation des catéchistes

Les catéchistes au service de la mission de 1988 à 1993 [73]

Année	diplômés		Non diplômés		Catéchistes bénévoles	Total
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
1988	0	0	8	1	20	29
1989	0	0	9	1	109	119
1990	0	0	8	1	109	118
1991	0	0	9	2	60	71
1992	0	0	9	2	63	74
1993	0	0	10	2	56	68

Le rôle des catéchistes dans l'église catholique est d'une importance capitale. Ils sont chargés de l'instruction des chrétiens et des catéchumènes dans les succursales. Ces derniers ne sont pas choisis au hasard.

> « *On demande un catéchiste quand le groupe des catéchumènes ou des enfants chrétiens confié à un catéchiste dépasse le chiffre de 80. De préférence choisir un jeune homme qui a terminé 5 ou 6 années primaires qui se distingue par ses qualités morales de dévouement et de générosité, sa piété et son sérieux* ». [74]

---

[73] Statistiques de l'Archidiocèse de Gitega, Paroisse MUSHASHA

[74] ENTRE-NOUS, janvier 1969, P24

Ici le clergé insiste sur la qualité morale et oublie le degré d'instruction du catéchiste. Six années primaires ne suffisent pas pour donner un enseignement de qualité, car on ne que ce que l'on a .

Selon encore le plan quinquennal de développement (1964-1968) édité par les ordinaires du Rwanda et du Burundi, le nombre de catéchistes pour une paroisse est commandé par la densité de la population et l'éloignement du centre paroissial.(75)

Néanmoins, le non recrutement d'un nombre élevé de catéchistes est lié au problème de rémunération, ce qui pousse les paroisses à recourir aux catéchistes bénévoles.

Jusqu'en 1969, le salaire de base pour un catéchiste prestant pendant 4 jours par semaine était de 350Fbu et de 175 pour un catéchiste de 2 jours. (76)

Dans la lettre de 1964 adressée au Saint Père, les évêques du Rwanda et du Burundi plaident avec beaucoup de franchise pour leurs catéchistes :

> « *Dans notre réunion, nous nous sommes penchés sur le problème de nos catéchistes qui comptent parmi nos plus précieux collaborateurs, qui sont comme les colonnes de nos chrétiens. Ils sont nombreux :500 en moyenne par Diocèse (...). Or, il nous est impossible de leur assurer un salaire convenable. Que faire sans une aide substantielle qui ne peut pas être trouvée sur place dans nos pays pauvres et surpeuplés* » (77)

Cet appel à l'aide était lancé au moment où les salaires annuels ne cessaient de croître : Par exemple au 30 juin 1969, les salaires annuels pour les catéchistes de la paroisse de MUSHASHA s'élevaient à 251.460Fbu. A la même date, les salaires pour tout le Diocèse atteignaient 4.642.440 FrsBu.(78)

En 1976, le salaire global des catéchistes de l'Archidiocèse de Gitega s'est élevé à 8 millions de FrsBu. Suivant les décisions

---

(75) (A) BACANAMWO, op cit, p64

(76) Ibid

(77) Recherche interafricaine sur les catéchistes, centre d'études socio-religieuses, Bujumbura, Mars 1970, p88, cité par (J.B)KAYUMBA, in op.cit p79

(78) ENTRE-NOUS, Septembre-octobre 1969, p195

législatives en matière salariale, il fallait 27 millions pour l'année suivante et les paroisses étaient obligées de licencier les catéchistes en attendant qu'une nouvelle solution soit trouvée.(79)

Notons que les catéchistes bénéficiaient des allocations familiales. Jusqu'en 1969, l'allocation pour la femme était de 20Fbu, de 10Fbu pour un enfant à charge et 3Fbu par année d'ancienneté. L'allocation pour enfants à charge était accordée jusqu' à ce qu'ils aient 17ans accomplis, et au delà même s'ils étaient aux études.
Quant à l'ancienneté, elle était calculée d'après le nombre des années de service comme catéchiste en titre ; celles passées comme aide-catéchistes ne donnaient pas droit à l'ancienneté, ces années étant davantage considérées comme temps de formation que comme année de service. (80)

L'augmentation d'une allocation (mariage, naissance) prenait cours avec le mois durant lequel se présentait la circonstance qui la motive, et la diminution quant à elle prenait cours le mois qui suivait celui durant lequel se présentait la conjoncture qui la justifie. (81)

Tous ces éléments ci-haut cités contribuaient à hausser les salaires des catéchistes, des salaires qui, faute de moyens, auraient été haussés davantage.

3° Mission et évolution de la chrétienté dès 1962

On peut penser que les chances qu'a l'Eglise catholique d'exercer l'influence sur les pouvoirs publics dépendent pour une part du nombre de fidèles dont elle peut se réclamer, bien que ces derniers ne sont pas impliqués au même point dans les causes que défend l'Eglise. (82)

Cela est vrai si l'on s'en tient à la population globale et aux effectifs des baptisés.

---

(79) (A.) BACANAMWO, op.cit p64

(80)) ENTRE-NOUS, Janvier 1964, p25

(81) ENTRE-NOUS, janvier 1969, p24

(82) (D.) NYANKIYE, L'évolution des rapports juridiques entre l'Etat et l'église catholique au Burundi, Bujumbura, UB, Fac deDroit, 1991,p36

Un développement spectaculaire au point de vue effectif

La population de MUSHASHA n'a pas cessé d'augmenter depuis 1962. Cela se remarque à partir de 1987 puisque la période antérieure a été caractérisée par la naissance d'autres paroisses à partir d'anciennes succursales de la dite paroisse, ce qui provoquait la perte d'une certaine partie de la population au profit de la nouvelle paroisse.
Au nombre de 54.857 habitants en 1964/65, la population globale de la mission est passée à 42.750 durant la période 1975/76 [83]
Cela s'explique par la naissance de deux paroisses dont RUTONDE en 1974. Plus tard en 1982, la paroisse verra la création de GIHIZA comme paroisse filiale.

Cependant, les progrès sont manifestes depuis l'année 1987. Avec une population globale de 26.433, elle sera en six ans, c'est-à-dire en 1993, de 35.500 [84]
ce qui nous permet d'affirmer un développement spectaculaire.

Les effectifs

L'Eglise a l'éternel devoir de former les chrétiens . Elle s'adresse à tout le monde et n'exclue personne pour sa condition sociale ou économique. Ainsi nous dit André Rétif :

> « *Jusqu'à la fin des temps l'Eglise sera là pour conseiller et guider, purifier et animer, réchauffer et porter. Elle domine le temps parce qu'elle est à la fois du ciel et de la terre (...). Rien de ce qui est humain ne lui est étranger. Elle s'adresse à tous les hommes quel que soit leur environnement économique et social (...)* » [85]

---

[83] Statistiques de l'archidiocèse de Gitega, Paroisse de MUSHASHA

[84] Statistiques de l'archidiocèse de Gitega, Paroisse de MUSHASHA

[85] (A.) Rétif, Catholicité : Encyclopédie du catholique au 20ème siècle, 8ème partie. L'église dans son organisation, Paris, 1956, p78

Pour montrer sa contribution au niveau moral, observons le nombre croissant des baptisés de la paroisse de MUSHASHA dans le tableau ci-dessous :

Evolution des baptêmes de 1966 à 1989

Année	Nombre de baptisés
1966	1.456
1967	1.409
1968	1.326
1969	1.202
1970	1.239
1971	1.294
1972	1.174
1973	1.186
1974	786
1975	695
1976	730
1977	740
1978	737
1979	707
1980	815
1981	817
1982	747
1983	633
1984	726
1985	660
1986	794

1987	743
1988	847
1989	627

(86)

Le nombre de baptêmes commence à baisser après 1970. Cela est dû à la création de la paroisse de RUTONDE en 1970. La baisse devient remarquable depuis 1974 suite à l'érection de MUMURI comme paroisse. Elle le sera enfin depuis 1982 après la naissance de GIHIZA comme paroisse filiale.

Evolution des baptisés dans la paroisse MUSHASHA (87)

Année	Population globale	Baptisés
1964/65	54.857	50.801
1969/70	42.750	38.350
1975/76	29.323	26.841
1987	26.443	23.260
1988	28.202	25.260
1989	29.938	26.651
1990	31.469	27.241
1991	35.016	31.141
1992	35.604	31.418

La diminution de la population globale enregistrée au cours des années 70 est liée aux explications fournies ci-haut.

II.2.3 La réorganisation paroissiale

Pour ne pas perdre confiance, l'Eglise doit faire participer les laïcs aux activités liturgiques et aux autres activités non purement eucharistiques. Ce sont ceux-là même les vœux et propositions du concile VATICAN II qui demandait la création des conseils diocésains et

(86) Registre des baptêmes des enfants et adultes de la paroisse de MUSHASHA

(87) Statistiques de l'archidiocèse de GITEGA, paroisse de MUSHASHA

paroissiaux formés de laïcs et religieux. Beaucoup d'auteurs y attachent une grande importance.

> « *Le recours au laïcat sur une grande échelle et la libération des prêtres de toutes les tâches non proprement apostoliques ne sont certes pas pour aujourd'hui. Mais nous ne devons jamais perdre de vue cet objectif et tendre à le réaliser le plus rapidement possible, si nous voulons éviter que l'Eglise ne devienne un « groupe religieux » parmi d'autres groupes idéologiques (...)* » [88]

Et le même auteur d'ajouter :

> « *Un fait est certain : l'heure n'est plus aux tergiversations. Il faut résolument faire confiance aux laïcs. L'expérience, du reste, prouve que là où, loyalement et avec conviction on a fait appel aux laïcs et où on s'est donné la peine de les initier et de les former, les résultas dépassent les plus ambitieuses espérances* ») [89]

Ce constat n'est pas le propre de GUY MOSMANS seulement, MEINRAD HEBGA le note aussi en 1976 :

> « *l'administration temporelle n'est pas le boulet que nous traînions au pied. Nous sommes les esclaves d'une organisation diocésaine et paroissiale aujourd'hui parfaitement inadaptée et dépassée (...) Dieu exige-t-il que nous nous dispersions dans une multitude d'aumôneries, de catéchèse, de mouvement d'action catholique (...). Toutes ces activités sont peut-être indispensables, mais devraient-elles rester le quasi-monopole du clergé ?* » [90]

1° Le rôle des conseils paroissiaux

Après la création d'un premier conseil paroissial à NGOZI en 1955, cette initiative se généralisera et atteignit le diocèse de Gitega en 1957. Des conseils paroissiaux constitués des prêtres et des laïcs ont été mis sur place. Dans la paroisse de MUSHASHA, toutes les collines sont représentées par des hommes et des femmes au conseil paroissial. Ces derniers assurent l'évangélisation sur leurs collines, suivent les chrétiens

---

[88] (G.) MOSMANS, L'église à l'heure de l'Afrique, Gasterman, Tournai, 1961, p27

[89] Idem, op. cit, p33

[90] (P.H.) MEINRAD, op.cit, p54

dans leurs familles et proposent même des punitions en cas de besoin aux familles accusées d'un comportement contraire à la morale chrétienne. Cela est fait dans le but de rendre la vie paroissiale harmonieuse, étant donné que la mission des conseils paroissiaux est la même que celle de la paroisse.

> « *Le but principal du conseil paroissial doit être le même que celui de la paroisse et se situe dans la ligne de la mission de l'Eglise dont la paroisse est la cellule et la représentation. Or, la mission de l'église est de communiquer la vie divine à tous les hommes, de développer la foi et l'amour du Christ dans le cœur des fidèles, de les conduire à la vie éternelle* ». (91)

2° Les limites actuelles de la mission

De 1962 à 1984,la paroisse a vu sa superficie s'amenuiser suite à la création de plusieurs paroisses qui étaient auparavant ses anciennes succursales. En 1962, ce fut l'érection de la paroisse de Gitega - ville dénommée MUCUNGUZI. La même année ce fut la naissance de RUKUNDO comme paroisse. Huit ans plus tard, c'est-à-dire en 1970, RUTONDE était érigée en paroisse et en 1974 la succursale de MUMURI devint paroisse. Les deux dernières en date furent créées en 1982 -1984. Il s'agit respectivement de GIHIZA et BON-PASTEUR.

Sur 12 succursales que comptait la mission en 1962, elle n'a que 5 en 1993 dont MUSHASHA, BIKINGA, NTOBWE, CERU-GITABO et MUNGWA. Une grande partie de son territoire est revenue aux nouvelles paroisses.

Conclusion

Le rôle socio - culturel de l'Archidiocèse de Gitega et de la paroisse de MUSHASHA a été observé en trois domaines.

Dans le domaine de la santé, le rôle de l'Archidiocèse s'est manifesté par la construction et l'équipement d'un centre de santé à MUSHASHA ;des communautés des sœurs sont intervenues pour l'assistance aux orphelins et aux handicapés.

---

(91) ENTRE-NOUS-décembre 1969, p268

Dans le domaine de l'enseignement, l'archidiocèse a assuré la multiplication des écoles primaires et des établissement secondaires, augmentant ainsi la capacité d'accueil des écoliers et des élèves. Etant donné que les non scolarisés ne pouvaient pas être abandonnés, l'archidiocèse a ouvert des foyers sociaux à MUSHASHA pour recevoir ces derniers. Elle est appuyée en ses activités par l'EVA qui assure l'alphabétisation des adultes et la paroisse celle des enfants.

Quant à la chrétienté, la paroisse a continué son œuvre d'évangélisation qui s'est améliorée par la réorganisation paroissiale amorcée bien avant 1962 pour répondre aux vœux de la population.

CHAP III. L'IMPACT DE LA MISSION SUR LA REGION

Depuis sa création en 1933 jusqu'en 1993, la mission de MUSHASHA est à l'origine des transformations dans la région au niveau des secteurs économique et socio-culturel.

I. Position des missions face au développement

La pratique et le discours missionnaires se fondent sur l'urgence de délivrer les Africains du paganisme qui est à la fois un état de culpabilité et de déchéance. Pour eux, l'ignorance du vrai Dieu va de pair avec le sous-développement de l'intelligence, l'immoralité et la misère matérielle. Ceux qu'on christianise doivent être arrachés à leurs traditions, à leur genre de vie et à leur vision du monde déclarés mauvais, diaboliques. Le discours missionnaire présente alors le christianisme comme histoire, rationalité et puissance. Hors du christianisme, c'est le sous-développement. (92)

I.1 Evangélisation et développement

L'église catholique joue un rôle très important dans le développement.
En effet, cette dernière se préoccupe du développement intégral de tous les hommes et sa mission est indissociablement liée à l'évangélisation. L'église veille à ce que les communautés soient sensibles aux problèmes du développement et les aide à les interpréter .
Dans le souci majeur de vaincre la pauvreté, elle aide aussi à donner le sens de développement et d'en dégager la signification humaine et chrétienne. Car,

> *« cette religion monothéiste où le Murundi exprime sa confiance et sa croyance en l'Etre suprême, maître de l'histoire, source de toutes félicités est garant de l'harmonie sociale. Le Murundi s'adresse à lui pour demander (...) la prospérité matérielle, la quiétude et une vie heureuse ».* (93)

Dans cette action, l'Eglise collabore avec les pouvoirs publics, les autres confessions et toutes les instances du pays qui y coopèrent sans oublier les O.N.G locales et internationales, mais aussi les pays

---

(92) (E.) Messi Metogo, Dieu peut-il mourir en Afrique ? Essai sur l'indépendance religieuse et l'incroyance en Afrique noire, Kzrthala, Presses de l'UCAC, 1997, p220

(93) (Z.) MANIRAKIZA, « Actualité de la religion traditionnelle au Burundi », in A.C.A, 3-4, 1993, p221

étrangers. Elle essaie alors de stimuler les initiatives par ses activités et formation religieuse, en favorisant et en encourageant l'esprit coopératif et en combattant la défaitisme notamment propre à une population rurale.

Selon Hans Kung, c'est le devoir même de l'Eglise de participer à la transmission de la Bonne Nouvelle non seulement en paroles mais aussi en actes.

> « *C'est la tâche de l'Eglise, de chacun de ses membres, et plus spécialement de ses chefs, de rendre compte et témoignage de cette foi qui est la leur, l'Eglise se doit de transmettre la joyeuse Nouvelle en parole et en actes : de montrer la grandeur de la cause de Jésus-christ qui est la cause de Dieu et de l'homme ; d'en expliquer et d'en indiquer la portée concrète pour l'homme moderne et la société* » [(94)]

I.2. La conjoncture actuelle

Le rôle de la population de la paroisse de MUSHASHA dans le développement de la région s'observe au niveau moral, dans le domaine de l'éducation et dans les projets de développement rural.

Au niveau moral d'abord, le développement se manifeste par un nombre croissant de baptisés.

Dans le domaine de l'éducation ensuite, il y a participation de la paroisse , par le biais du BDAG à la construction et à l'équipement des écoles secondaires sans oublier les aides en nature accordées aux indigents dans le cadre des actions philanthropiques.
Dans l'enseignement de la catéchèse, la notion de développement est introduite pour résoudre les problèmes sociaux et surtout familiaux.

Enfin, les projets de développement rural réalisés au sein de la paroisse sont conçus au sein du BDAG. De concert avec les autorités communales, les micro-réalisations effectuées sont l'aménagement des sources d'eau propre, la construction des latrines publiques pour prévenir les maladies. A tout cela s'ajoutent les travaux de reboisement, la construction des centres de santé et socio-éducatif.

---

(94) (H.) Kung, L'église assurée dans la vérité, trad. De l'allemand par Charles Charvin,Paris, Seuil, 1980, p47

II. Le rôle de la mission dans le changement des structures socio-économiques

II.1 Création de nouveaux emplois

La création d'une mission exige des gens participant à son entretien. Cela revient à dire que les responsables de la mission doivent engager les gens participant à la maintenir. Dans la paroisse de MUSHASHA comme partout dans d'autres missions, ces derniers sont de plusieurs catégories et datent dès l'installation des missionnaires. Il y a :

- Les catéchistes et les clercs au service de la chrétienté proprement dite ;
- Le personnel domestique comme celui du service d'entretien de la maison ;
- Le personnel de l'éducation comme moniteurs ;
- Le personnel ouvrier notamment les ouvriers des chantiers de construction et ceux qui sont employés dans les plantations, les jardins, les travaux d'aménagement, d'entretien des bâtiments et des routes.

Travailler chez les missionnaires présentait un double avantage : non seulement l'on recevait un salaire malgré sa modicité, mais aussi on était épargné des corvées et d'autres travaux imposés par les fonctionnaires et agents coloniaux, et partant des punitions que l'absence à ces travaux occasionnait :

> « *Ceux qui travaillaient chez les missionnaires étaient respectés. Ils n'étaient pas battus et ils recevaient de l'argent ; on ne les voyait même pas. Tandis que ceux qui travaillaient chez les administrateurs coloniaux étaient battus comme le reste de la population. C'est pourquoi nous voulions tous aller travailler chez les missionnaires de MUSHASHA* » [(95)]

Cette situation avantageuse pour certains ne l'était pas pour le grand nombre d'indigènes. Ceux-ci constataient que les missionnaires de collaboraient avec les agents coloniaux pour les soumettre à des corvées interminables. Mais ce qui les exaspérait, c'était la demande des aliments faite par les ouvriers des missionnaires aidés par les sous-chefs.

---

(95) Enquête orale du 08/10/2003 à RANGO auprès de Simon NYAMWORO .

« Les missionnaires et les agents coloniaux collaboraient. Ceux qui travaillaient chez les missionnaires se rendaient sur différentes collines demander des œufs, des poules...gratuitement et ils étaient aidés par les sous-chefs. C'étaient mauvais pour quelqu'un qui était venu pour faire connaître Dieu » [96]

Ceux qui avaient la chance d'avoir un emploi chez les missionnaires étaient les premiers privilégiés à recevoir de l'argent puisque en cette période il ne circulait qu'entre les mains de certaines gens.

II.2. Naissance d'un mouvement d'échange

Les échanges étaient facilitées par l'installation des étrangers dans la ville de Gitega. Il y avait les Indiens et les Arabes qui détenaient de grands magasins dans lesquels travaillaient les populations locales. En plus de celles qui étaient engagées par la mission, ces dernières étaient aussi détenteurs de l'argent et elles étaient mieux rémunérées que les premières. Certaines même quittaient la mission pour y travailler. Le reste de la population pouvait en vendant les produits animaux ou les produits vivriers. Les plus enviés étaient les produits laitiers, les poules , les œufs, les bananes.

Avec l'argent récolté, les bénéficiaires pouvaient s'acheter de quoi ils avaient besoin. On achetait des habits, des chèvres et des moutons pour ceux qui n'en avaient pas. Les moutons après leur mort étaient vendus aux Batwa en échange des pots puisque les autres n'en consommaient pas. A part ce réseau d'échange à base de monnaie, était né un mouvement de solidarité entre les populations elles-mêmes et entre les populations et les missionnaires.

II.3. Naissance d'un mouvement de solidarité

A l'arrivée des missionnaires à MUSHASHA, la population prit fuite. Elle avait toujours peur du Blanc car, au vu de la population, tous les Blancs étaient les mêmes comme nous l'a déclaré notre informateur.

« Tout le monde les fuyait ;on pensait qu'ils venaient nous battre puisque nous étions habitués à cela. Mais après ils ont envoyé une délégation pour nous expliquer le pourquoi de leur présence et nous sommes retournés chez nous et devenus tranquilles » [97]

---

[96] Enquête orale du 21/10/2003 à NYABUTUTSI auprès de Lazare NDAYAVUGWA

[97] Enquête orale du 11/10/2003 à NYABUTUTSI auprès de Laurent NCURIRA

La raison de la présence de ces derniers n'état rien d'autres que l'évangélisation qui n'a pas tardé à donner des fruits. Solidarité entre les missionnaires et la population et solidarité au sein de la population, voilà ce qui ressort de l'enseignement missionnaire.

Dans le premier cas, les missionnaires se préoccupaient beaucoup de la population. Les soins de santé étaient accordés à la population gratuitement y compris la maternité. A la sortie de la maternité, la mère recevait une aide de la part des missionnaires. Les pauvres étaient aussi assistés par ces derniers. En revanche, la population leur rendait visite en leur apportant des aliments comme des œufs, des bananes, etc.

Dans le deuxième cas, la population acceptait qu'elle était devenue solidaire plus qu'elle ne l'était auparavant. Selon notre informateur l'enseignement missionnaire avait renforcé l'esprit d'entraide.

> « *Nous sommes devenus très solidaires. On s'entraidait mutuellement et on respectait les biens d'autrui. On assistait surtout les pauvres* ». [98]

Cet esprit de solidarité a été consolidé par la création d'une mutualité et d'une coopérative opérationnelle jusqu'aujourd'hui. [99]

III. Les changements socio-culturels

S'il y a eu changement culturel, les Africains n'ont pas accueilli tout ce qui leur venait de l'Occident. A ce sujet, GUY MOSMANS est on ne peut plus clair :

> « *Au contact de la civilisation occidentale, et pour une bonne part, grâce à l'action de l'Eglise, les Africains découvrent avec enivrement leur potentialités en tant qu'individus et en tant que peuples. Passionnément désireux de progrès, ils sont près à accueillir à bras ouverts tout ce qui leur apparaît susceptible de les aider à devenir plus hommes, et rejetant avec violence tout ce qui leur apparaît être un obstacle ou un frein* ».[100]

---

[98] Enquête orale du 08/10/2003 à RANGO auprès de Dative NTAHONDEREYE

[99] Statistiques de l'archidiocèse de Giga, paroisse MUSHASHA

[100] (G.) MOSMANS, L'Eglise à l'heure de l'Afrique, Casterman, Tournai, 1961, P114

III.1. L'école et l'évolution des mentalités

L'école joue un grand rôle dans les changements socio-culturels d'un peuple si bien que dans certains cas elle peut être comparée à la présence d'une ville si l'on regarde les comportements que cette dernière provoque au sein de la population avoisinante.

> « *L'école et la ville déstabilisent les sociétés traditionnelles dans leurs conception du pouvoir, de la famille et de la parenté et dans leur organisation économique. Le nouveau savoir et l'espace urbain favorisent l'émergence de l'individu et mettent un terme au pouvoir gérontocratique, donc au culte des ancêtres* » .(101)

a) L'école perçue comme source de prestige et de développement

L'installation des écoles tant primaires que secondaires n'a pas suscité aussitôt un engouement scolaire à MUSHASHA. Au départ, les parents préféraient voir leurs enfants garder les vaches au lieu d'aller à l'école, comme nous l'a affirmé notre informateur :

> « *Au départ nous ne voyions pas l'importance de l'école. Un parent préférait donner une vache à l'instituteur venu chercher son enfant pour le conduire à l'école pour qu'il le laisse. Il voulait que son enfant reste à la maison pour garder les vaches* ». (102)

Cette mauvaise conception de l'école n'a cependant pas duré. Après avoir vu comment ceux qui avaient fréquenté l'école étaient considérés , tout parent se précipitait à envoyer son enfant à l'école.

Dans la mission de MUSHASHA, les enseignements avaient dépassé le cadre scolaire jusqu'à s'étendre aux adultes qui suivaient un enseignement l'après-midi. Ceux-ci pouvaient devenir des agronomes ou s'il y avait un chef qui ne savait pas lire, celui qui avait suivi ces enseignements l'accompagnait dans ses déplacements pour faire des comptes rendus écrits. Ces enseignements se donnaient deux fois la semaine, de 14h à 15h ou de 14h à 16h. (103)

---

(101) (E.) Messi Metogo, op.cit, p12

(102) Enquête orale du 18/10/2003 à NYABUTUTSI auprès de Pamphile BARAMWANKA

(103) Enquête orale du 23/10/2003 à CERU-GITAMO auprès de François NTAHOMVUKIYE

Cependant, ces enseignements étaient de qualité déplorable comme nous l'a déclaré un des bénéficiaires.

> « *On était mal enseigné puisque c'était gratuit et on était enseigné par ceux qui avaient terminé la 5ème primaire* ». (104)

Enseignement de qualité ou non, cela n'était pas le but recherché. Ce qu'ils recevaient comme bagage intellectuel les intéressaient moins que ce qu'ils pouvaient devenir après.

> « *L'école devient donc un facteur de développement : l'éducation constitue un bien au sens économique du terme, un investissement, c'est-à- dire une activité destinée à produire des biens et services nouveaux et à accroître le rendement de l'activité humaine* ». (105)

Certes, on ne peut pas parler de développement sans parler de l'école. Les concepteurs des grands projets de développement doivent être des gens de haut niveau. Mais cela ne signifie pas réussite de ces projets. Pour que ces derniers soient efficaces, il faut une collaboration entre les populations concernées et les concepteurs des projets comme nous le dit Michailoff.

> « *(...) les projets de développement les plus efficaces contre la pauvreté rurale ne sont pas ceux qui donnent lieu à des études lourdes ; ce sont ceux qui sont préparés et exécutés dans une collaboration étroite entre les groupes sociaux concernés et les ingénieurs de haut niveau travaillant au sein de ces groupes.* » (106)

III.2. La place de la mission dans la christianisation et l'assimilation culturelle.

En plus des changements intervenus dans la croyance, des transformations dans le domaine de la culture ont eu des incidences sur les collectivités locales. Cependant, cette culture missionnaire qualifiée de meilleure ne s'est pas opérée sans heurts.

---

(104) Enquête orale du 21/10/2003 à NYABUTUTSI auprès de Lazare NDAYAVUGWA

(105) Le THAN KHOI, L'industrie et l'enseignement, Paris 1973, P353 cité par Christine NZEYIMANA in op.cit, p101

(106) (S.), Michailoff, Les apprentis sorciers du développement, Paris, Economica, 1987, p43

> « *Mais comme la transformation se fait dans le esprits libres et par leur moyen, elle ne s'opère pas sans heurts ni défaillances, des déviations même dans les cultures que le christianisme a touchées : mais dans la mesure où il les pénètre, c'est une transformation par l'intérieur qu'il opère...* » [107]

Parmi les survivances, le chant reste la principale caractéristique des peuples africains.

1° La christianisation

Le combat contre le paganisme et les éléments qui s'y rapportent ont été la première activité des missionnaires sur le sol Africain. Selon leurs enseignements, le christianisme devait sauver les Africains de tous les maux qui s'abattaient sur eux. La religion traditionnelle a été la première cible parce qu'elle embrigadait la population dans l'état d'ignorance et d'indifférence, attitude que regrette D.Nothomb.

> « *La religion traditionnelle était valable en son temps, comme préparation au christianisme. Apporter le christianisme ne consiste pas à nier ou condamner cette religion, comme si elle n'avait été que perverse. Elle a au contraire, accompli une mission merveilleuse : acheminer les millions d'hommes au seuil de l'évangile* ». [108]

Pour GUY.MOSMANS, cette attitude n'est pas synonyme du non respect de la civilisation et de la culture africaines, mais plutôt une amélioration.

> « *L'Eglise n'a jamais traité avec mépris ou dédain les doctrines des gentils. Elle les a plutôt libérées de toute erreur et de toute impureté puis achevées et couronnées par la sagesse chrétienne. De même leur art et leur culture qui étaient élevés parfois à une grande hauteur, elle les a accueillis avec bienveillance, cultivés avec soin et portés à un point de beauté qu'ils n'avaient pas encore atteint (...)*». [109]

---

(107) (G.) MOSMANS, op.cit, p118

(108) (D.) NOTHOMB, « Nous avons une religion », in A.C.A, n°4, pp 187-188 cité par Zénon MANIRAKIZA, actualité de la religion traditionnelle au Burundi, in A.C.A 3-4-1993, p227

(109) (G.) MOSMANS, L'église face au colonialisme, l'impérialisme de l'église en Afrique. Tournai, Gasterman, p40

Néanmoins, le christianisme paraît si intimement lié à la colonisation, qu'il est associé dans l'esprit des Africains à l'exploitation coloniale, et partant comme un instrument d'aliénation. Cela revient à dire que le missionnaire est vu comme porteur de la bonne parole mais aussi d'une culture humaine. C'est l'avis même de Jacques Maritain :

> « *Envahissant l'esprit des clercs comme des laïcs et même parmi ceux-là qui se consacraient à l'apostolat, les préjugés comme l'infériorité radicale de races non blanches, ont trop longtemps fait regarder les missionnaires comme les apôtres non seulement de Jésus-Christ mais aussi d'une certaine culture humaine ou nationale(...)*». (110)

Et Maurice Ahanzo d'ajouter :

> « *Il faut comprendre qu'il est difficile de se départir de sa culture, de dégager la religion de son contexte socioculturel, pour ne transporter en pays de mission que la foi, seule, toute pure* ». (111)

Ainsi bon nombre de Barundi, même d'autres Africains n'ont pas abandonné les pratiques ancestrales malgré les efforts des missionnaires pour les combattre.

Dans la paroisse de MUSHASHA, les pratiques d'UGUTEREKERA ont libre cours. La possession et l'utilisation des amulettes ont été attestées lors des pèlerinages que les chrétiens ont effectués au Sanctuaire de MUSHASHA de 1987 à 1989 et quelque jours avant la visite du Pape. Ceux qui possédaient des amulettes à la maison ou qui les portaient au cou ou autour de la taille les ont présentées pour qu'elles soient brûlées publiquement. (112)

Plus encore, le curé de la paroisse de MUSHASHA cite les devins qui opéraient à SONGA, à BITARE et au quartier Magarama. Des gens viennent de tous les coins du pays pour consulter ces voyants psychologues qui conseillent le recours au Guterekera et au Kubandwa. Leur métier est fort lucratif. Il y a même des devins de fortune qui se sont improvisés pour gagner la confiance de la population de Gitega. (113)

---

(110) (J.) Maritain, La primauté du spirituel, 1927, P146, cité par Maurice AhanzoGleglé, in op.cit p87

(111) (M.) AhanzoGleglé, in op.cit p87

(112) (Z) MANIRAKIZA, op;cit pp229-230

(113) Ibid, P231

L'autre pratique traditionnelle qui fut combattue sans y parvenir dans la paroisse de MUSHASHA, est la polygamie. Il fallait d'abord répudier les femmes de plus pour celui qui en avait plusieurs pour rester avec une. Après on était inscrit sur la liste de ceux qui allaient recevoir le baptême. Il arrivait qu'un homme ayant reçu le baptême épouse une seconde femme. On demandait à celui-ci, par l'entremise des banyenama, de chasser la seconde ; s'il persistait, il était puni.

2°Les mouvements d'action catholique

Par action catholique, il faut entendre l'évangélisation proprement dite mais aussi les œuvres sociales basées sur l'arsenal d'organisation et d'institutions mises sur pied par les missionnaires en collaboration avec le gouvernement colonial. Le but précis était de promouvoir de façon suivie la vie chrétienne en milieu paysan et urbain, chez les jeunes adultes indigènes. (114)

Les œuvres d'action catholique dans l'archidiocèse de Gitega trouvèrent en Monseigneur GRAULS un chef prudent mais décidé. Il ne se pressera jamais de prendre position, laissant volontiers des essais s'accomplir au préalable. Plus tard des consignes arrivaient nettes, encourageantes, adaptées. Ce fut d'abord l'organisation des banyenama. Après ce fut le tour de la croisade Eucharistique suivie de la légion de Marie et des ligues du Sacré-Cœur.
Les promoteurs de la JOC, de la Chiro bénéficièrent, eux aussi de l'appui sans réserve d'un apôtre ouvert aux nécessiteux de son temps.
Aujourd'hui, nous avons pu dénombrer plus d'une quinzaine de mouvements d'action catholique dans la paroisse de MUSHASHA dont CHIRO, J.O.C, Région de Marie, Ligue du Sacré cœur, Mouvement familial, Associations pieuses, Guides, XAVERI, M.E, Schoënstatt, GEN,Inyegu, Banyenama, Equipe enseignante, SCOUT.

En plus des actions purement religieuses, ces derniers assurent des œuvres sociales comme le travail des champs et la construction des maisons des familles pauvres, achat des habits pour les pauvres, travaux de routes etc.

---

(114) (G) GAPARAYI, Catholicisme et religiosité traditionnelle au Burundi(1898-1962), Mém, Bujumbura, FLSH , U.B , 1985, p48

Comme toute association nécessite des ressources pour se maintenir, en plus des cotisations de la part de chaque membre du mouvement, certains mouvements font l'élevage du petit bétail.

Conclusion

Malgré quelques réticences liées à la méconnaissance du Blanc au départ, la mission puis la paroisse ont joué un rôle important dans les transformations économiques et surtout socioculturelles.

Dans le domaine socio-économique d'abord, nouveaux emplois rémunérés furent créés par la mission puis la paroisse ; puis naquit un mouvement d'échanges qui permettait à une frange de la population de gagner de l'argent et un mouvement de solidarité entre les populations qui déboucha sur la création d'une coopérative et d'une mutualité.

Au niveau socioculturel ensuite, l'école et la christianisation ont participé à la formation des gens arrachés à leur culture traditionnelle même si quelques survivances existent encore.

Conclusion générale

De 1962 à 1993, l'Archidiocèse de Gitega a joué un rôle important dans le développement de la paroisse de MUSHASHA.

Dans le domaine économique, le développement est rendu possible par la population nombreuse qui s'adonne à l'agriculture des cultures variées diffusées par les missionnaires en collaboration avec le gouvernement colonial. De plus, la paroisse a continué à embaucher les gens et à sensibiliser la population pour qu'elle se regroupe dans des organisations à caractère économique. Nous déplorons le manque de statistiques dans ce secteur. Enfin la grande part revient à l'archidiocèse qui intervient, par l'intermédiaire du BDAG, dans les grands projets et les micro-réalisations. Cependant, des efforts restent à fournir surtout dans les organisations à caractère économique puisque celles existant restent faibles malgré les vœux de la population.

Dans le domaine socio-culturel, l'archidiocèse s'est préoccupé de la santé de la population par la construction et l'entretien d'un centre de santé à MUSHASHA. Plusieurs orphelinats sont entretenus par les congrégations religieuses et la paroisse elle-même. L'éducation est restée elle aussi l'affaire de l'archidiocèse. Beaucoup d'écoles ont été construites et ouvertes pour le développement du pays et de la région. Dans ce secteur on peut affirmer que l'archidiocèse a fait de son mieux. Dans la paroisse, l'évangélisation a connu des progrès spectaculaires puisque la paroisse a compris qu'il faut associer les laïcs à l'œuvre évangélisatrice. Cependant, le secteur social reste à améliorer surtout par la multiplication des centres de santé pour porter des soins à cette population sans cesse croissante.

La présence de la mission a provoqué des changements socio-économiques qui se sont manifestés par la création de nouveaux emplois qui, à leur tour, ont suscité un mouvement d'échange entre la population. La création des écoles quant à elle a eu des répercussions sur la société et la culture. De nouvelles classes et de nouveaux comportements sont nés, s'identifiant ainsi à l'Occident.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources inédites

1. Archives de la paroisse de MUSHASHA
2. Archives du BDAG
3. Archives du Lycée de NYABIHARAGE
4. Archives du lycée Sainte Thérèse de MUSHASHA
5. Archives du Lycée de GITEGA
6. Registre des baptêmes des enfants et adultes de la paroisse de MUSHASHA
7. Registre des catéchumènes de la Direction Yaga-Mukama de MUSHASHA
8. Registre des points de l'école primaire d'application pour les garçons de MUSHASHA
9. Registre matricule de l'Ecole Primaire d'Application, Institut Sainte Thérèse
10. Ministère de l'intérieur: Résultats provisoires du recensement général de la population du 30 Août 1979 ; département de la population, Bujumbura, 1980
11. Ministère de l'intérieur, Résultats provisoires du recensement général de la population du 16-30 Août 1990.département de la population, Bujumbura, 1991.

II. Mémoires et travaux

1. BACANAMWO, Anatole, Mission et développement : Le cas de MUGERA (de 1933 à nos jours), Mém, UB, 1987
2. COIFARD, (J.L.), Soixante ans de colonisation au Burundi1902-1962 , SL, Sé, 1965, 169p
3. GAPARAYI, Gaspard, catholicité et religiosité traditionnelle au Burundi(1898-1962), Mém, Bujumbura, UB, 1985
4. HAKIZIMANA, (D.), Les sociétaires et le crédit au sein des coopératives en province de GITEGA, Mém, UB, Bujumbura 1987,89 p.
5. HICUBURUNDI, Célestin, Evolution récente des rapports entre l'église catholique et l'Etat du Burundi (1966 à 1993), Bujumbura, UB, F.L.S.H,1966, 158 p.
6. KABAGEMA, Marie-Louise, La contribution de l'église catholique dans le développement social au Burundi de 1977 à 1990, UB, F.L.S.H, 1993
7. KARIKURUBU, (L.), Importance économique du bananier dans la commune Gitega, Mém, U.B, Bujumbura, 1982, 99 p.
8. KAYUMBA, J.Bosco, Histoire sociale des catéchistes instituteurs au Burundi (1945-1975), Mém, UB, F.L.S.H, 1986/87
9. MBIGANE, (N.), Le marché central de Gitega, étude géographique, Mém, UB, Bujumbura, 1987, 175 p

10. MPFAYOKURERA, (B), Evolution de l'Agriculture et du monde rural dans la région de Gitega, Mém, UB,Bujumbura, 1982, 130 p
11. NDAYISABA, Spéravie, L'église catholique face aux conflits politiques du Burundi (1965-1972), UB, FLSH, 2000, III, 97f
12. NDEREYIMANA, André, NZOJIBWAMI, Zénon, L'importance économique de l'église catholique au Burundi, Bujumbura, ISCAM, 1980, 63f
13. NIBIMENYA , (Albert) , Monseigneur Joachim RUHUNA , Pasteur fidèle, Maranatha,2001 , 160p
14. NIYONZIMA, (D), Gitega : Contribution à l'étude des relations de la ville avec sa région, Mém, ENS, Bujumbura, 1977, 120 p
15. NKURIKIYE, Jean Berchmans, Monographie historique de la commune de Gitega (1960-1990), Mém, UB, Bujumbura, 1992
16. NTAMBABAZI, Isidore, L'idéologie et la politique des missions catholique au Congo-belge (1916-1960), Mém, UB, 1986
17. NYANKIYE, Didace, L'évolutions des rapports juridiques entre l'Etat et l'église catholique au Burundi, Bujumbura, UB, Fac de Droit, 1991,79 p
18. NZEYIMANA, Caritas, Histoire sociale de la mission de Gitega (1933-1962), mém, UB, Bujumbura 1982
19. NZEYIMANA, Elie, Histoire sociale de la mission de MAKEBUKO, (1933-1959), mèm, UB, FLSH, 1985, 79 p

20. RUYOGORA, (J), La planification agricole et le développement économique au Burundi, Bujumbura, Mém,UB, 1980
21. SINANKWA, (V), Evolution politique et économique de la chefferie de KIRIMIRO (1927-1960), Mém, UB, Bujumbura, 1985, 81P

III. Sources publiées

A. Articles des Revues

1. GOOVAERTS, (L), « Les petits Séminaires :Quels rendements », in A.C.A,n°6, 1972, 325p
2. MANIRAKIZA, Zénon, Actualité de la religion traditionnelle au Burundi, in A.C.A, TLXI,n°3-4, juillet-décembre 1993,459p
3. NIYONGABO, Jacques, Les politiques et les stratégies éducatives en matière de croissance économique et de lutte contre la pauvreté, in A.C.A, n°1-2, 2002,254p
4. NIZIGIYIMANA, Marie Goretti, Les finalités de l'éducation scolaire, in A.C.A, n°1-2, 2002, 254p
5. RUHUNA, (J), « La mise en synode de l'église au Burundi », in A.C.A, n°1, 1978, 278p
6. STROCH, (D), « L'éducation de base », in A.C.A, T9, N°3, mai,1969 ,325p
7. ENTRE-NOUS 1962,170p
8. ENTRE-NOUS 1969,322p
9. ENTRE-NOUS 1984, 154p
10. ENTRE-NOUS 1993, 91p

B. Ouvrages

1. AHANZO,GLEGLE, Maurice, Religion, Culture et politique en Afrique noire, Paris, Economica, 1981, 206 p
2. BILSEN, (Van), Vers l'indépendance du Congo et du Rwanda-Urundi, P.U.Z, 2ème éd, 1977
3. CHAUVIN, (Charles), Les chrétiens et la prostitution, Paris éd du cerf, 1983, 123 p
4. CHEZA, Maurice, Le synode africain, Karthala (éd), 1996,428 p
5. CHRETIEN, (J.P.), « Eglise, pouvoir et Culture. L'itinéraire d'une chrétienté africaine », in un christianisme africain, paris, éd. Beanchesne, les quatre-fleurs, cahier de recherche et de réflexion religieuse, 1979
6. CORNEVIN, (R.), L'Afrique noire de 1919 à nos jours, Paris, PUF,1973, 251 p
7. ELA, (Jean-Marc), Le cri de l'homme africain ; Questions aux chrétiens et aux églises d'Afrique, Paris, l'harmattan, 1952, 173 p
8. FARINE, (Bernard), Les rapports église-jeunesse au Rwanda et au Burundi, Bujumbura, centre de recherche socio-religieuse, 1970, 59 p
9. HAYEN,(André),L'obéissance de l'église aujourd'hui, Bruxelles - Desclée de Brower, 1969, 183 p
10. HILGERS, (W.), L'église et le développement, inventaire commenté de la contribution de l'église au développement économique et social au Rwanda et au Burundi, Bujumbura, C.R.A.S, 1967, 109 p

11. KUNG, (Hans), L'église assurée dans la vérité, traduit de l'Allemand par Charles Chauvin , Paris, Seuil, 1980, 94 p

12. LEBRET, (L.J), Pour une civilisation solidaire, Paris, Economie et Humanisme, éditions ouvrières, 1963, 141 p

13. Le libéralisme catholique, Paris, colin, 1969, 479p

14. LUNEAU, (René), Paroles et silences du synode africain :1989-1995, Paris, Karthala, 1997

15. Martimot, (A.G.), L'église en prière, Paris – Turnai Rome - Desclée, 1961, 917 p

16. M'BOKOLO, (E.), L'Afrique au xxème siècle, le continent convoité, Paris - Montréal, Etudes vivantes, 1980, 281p

17. MEINRAD, (P.Hebga), Emancipation d'églises sous tutelle, essaie sur l'ère post-missionnaire, Paris, présence Africaine, 1976, 174 p

18. MESSI METOGO, Eloi, Dieu peut-il mourir en Afrique ? Essai sur l'indifférence religieuse et l'incroyance en Afrique noire, Karthala, presses de l'UCAC, 1997, 249 p

19. MICHAILOFF, (Serge), Les apprentis sorciers du développement, Paris, Economica, 1987, 310P

20. MOSMANS, (Guy), L'église face au colonialisme, l'impérialisme culturel de l'église en Afrique, Tournaï, Gasterman, 1958, 45 p

21. MOSMANS, (Guy), L'église à l'heure de l'Afrique, Gasterman, Tournaï, 1961, 254 p

22. National congress for rural development, Manila, Arzobispardo de Manila, 1967, 252 p

23. OLIVIER (R.), ATMORE, (A), l'Afrique depuis 1800, Paris PUF, 1970, 352 p

24. PERRAUDIN, (L.), Naissance d'une église histoire du Burundi chrétien, usumbura, Presses Lavigerie, 1963, 228 p

25. PERRAUDIN, (J.), Notre église à cent ans, Bujumbura, Presses Lavigerie, mai 1998, 186 p

26. Population problems and catholic responsibility: Tilburg, Tilburg university Press, 1975, 196 p

27. RETIF, (André), catholicité. Encyclopédie du catholicisme au 20ème: 8ème partie. L'église dans son organisation, Paris 1956

28. Séminaire théologique des intellectuels africains et l'église, Kinshasa, Fac de théologie catholique, 1982, 253 p

29. ULLENS, (Raoul), Histoire de la fondation de la maison de Kitega, Documentation complète, SL, SD, 199 p

30. VENNETIER (p.), Les villes d'Afrique tropicale, Paris, Masson, collection de géographie, Paris, New York, Milan, Barcelone, 1976, 190 p.

IV. Sources orales

Nom et prénom	Age	Fonction Actuelle	Colline
1.RWIGEMA Thaddée	49 ans	Directeur de l'E.P.A.G. et représentant légal de l'EVA	Shatanya
2. NYAMWORO Simon	80 ans	Cultivateur	Rango
3.NTAHONDEREYE Dative	86 ans	Cultivatrice	Rango
4. TUYAGA Marie	72 ans	Cultivatrice	Nyabututsi
5. NCURIRA Laurent	87 ans	Cultivateur	Nyabututsi
6. BARAHEBURA Christine	62 ans	Cultivatrice	Nyabututsi
7.BARAMWANKAPamphile	92 ans	Cultivateur	Nyabututsi
8.NDAYAVUGWA Lazare	72 ans	Cultivateur	Nyabututsi
9.BACANAMWODominique	78 ans	Cultivateur	Mweya
10. KARENZO Stany	72 ans	Cultivateur	Mwumba
11.SINZINKAYO Bénoit	73 ans	Religieux (Frère)	Mushasha
12.NDABARIGONYA Jacques	65 ans	employé dans la coopérative de Mushasha	Rutegama
13.KABEREKA Michel	76 ans	Cultivateur	nyabututsi
14.KAYOYA François	71 ans	Cultivateur	MWUMBA
15.GAHUNGU Raphaël	50 ans	Cultivateur	MUGUTU
16.SINGIRANKABOBernard	54 ans	Coordonnateur des Mouvements d'Action Catholique à Mushasha	NTOBWE
17.NZIKOBANYANKA Emmanuel	48 ans	Cultivateur	MUGUTU
18.NZORIJANA Déo	71 ans	Cultivateur	MUGUTU
19.NTAHOMVUKIYE François	60 ans	Cultivateur	ceru-Gitamo
20.BACANAMWO Côme	53 ans	Cultivateur	NTOBWE
21.BARAHIRAJE Charles	49 ans	Cultivateur	MWUMBA
22.SINDAYIGAYA Raphaël	52 ans	Cultivateur	RUTEGAMA
23. CURIRA Pierre	56 ans	Cultivateur	Nyabututsi
24.GAHORI Emmanuel	57 ans	Cultivateur	RUTEGAMA

ANNEXES

Questionnaire d'enquête orale.

1. Comment les missionnaires ont-ils été accueillis par la population de MUSHASHA ?
   Mbega abapatiri b'abazungu bakiriwe gute n'abanyagihugu bo muri paruwase ya Mushasha ?
2. Qu'est –ce que les missionnaires faisaient pour attirer la population ?
   Abatiri b'abazungu bakora iki kugira ngo biyegereze abanyagihugu ?
3. Comment la population manifestait-elle sa joie à l'égard des missionnaires ?
   Abanyagihugu berekana gute ko banezerewe imbere y'abapatiri b'abazungu ?
4. Les missionnaires ont-ils collaboré avec les Belges ?
   Mbega abapatiri b'abazungu boba barakorana n'ababirigi ?
5. Quels sont services rendus par les missionnaires à la ppulation de la paroisse de Mushasha ?
   Abapatiri b'abazungu bafasha mu biki abanyagihugu bo muri paruwase Mushasha ?
6. Quels sont les emplois qui ont été crées par la mission ?
   Ni ubuhe buzi misiyoni yatanze ?
7. Y avait-il une différence entre ceux qui travaillaient chez les missionnaires et ceux qui travaillaient chez les Belges ?
   Haba hariho ubudasa hagati y'abakorera abapatiri b'abazungu n'abakorera ababirigi ?
8. La rémunération était-elle satisfaisante ?
   Mbega agashirukabute kari gashimishije ?
9. Que faisait-on avec l'argent gagné ?

Amafaranga baronka bayakoresha iki ?

10. Comment la population de MUSHASHA concevait-elle l'école ?

Mbega abanyagihugu bo ku MUSHASHA bakiriye gute amashure ?

11. Quelles espérances mettait-on dans l'enfant scolarisé ?

Mbega umwana yize yamarira iki abandi ?

12. Les scolarisés du primaire et du secondaire qui sont retournés sur leurs collines ont-ils changé le mode de vie des voisins ?

Abanyeshure bize amashure matomato canke n'ayisumbuye basubiye ku mitumba i wabo, hari ico boba barahinduye mu buzima bwa bagenzi babo ?

13. Que faisaient les scolarisés du primaire et du secondaire qui avaient quitté l'école sans l'avoir terminée ?

Mbega abanyeshure baheba amashure matomato canke ayisumbuye batarayaheza bakora iki ?

14. Les missionnaires, puis les prêtres autochtones avaient-ils totalement combattu la religion traditionnelle ?

Mbega abapatiri b'abazungu, hanyuma abapatiri b'abarundi boba bararwanije ubutakigaruka imana y'abakera (Kiranga) ?

15. L'évangélisation avait-elle changé quelque chose quant à l'entraide de la population de la mission de MUSHASHA ?

16. Auriez-vous souhaité le départ des missionnaires ?

Mwoba mwaripfujije ko abapatiri b'anazungu basubira iwabo ?

17. Qu'est-ce qui expliquerait le passage de la population de MUGUTU de 2.080 habitants en 1979 à 856 habitants en 1990 ?

Ni igiki coba catumye abanyagihugu bo mu mutumba wa MUGUTU bagahanuka kuva ku bantu 2.080 mu 1979 gushika ku bantu 856 mu 1990 ?

18. Etes-vous contents de l'encadrement dont vous êtes bénéficiaires dans ce centre de Bene Tereziya ?
Mwanezerwa n'indero muhabwa muri kino kigo ca Bene Tereziya ?

19. En quoi consiste cet encadrement ?
Mbega iyo ndero muronka yerekeye ibiki.

20. Les non scolarisés exercent quels types de métiers dans ce centre ?
Mbega abatiga bakora imyuga iyihe muri kino kigo ?

TABLE DES MATIERES **Pages**

Dédicace.....i
Avant propos.....ii
Liste des sigles et Abréviations.....iii

0.INTRODUCTION.....1
1.Problématique.....3
2.Intérêt du Sujet.....4
3.Méthodologie.....5
4.Articulation du Sujet.....5
CHAP.I. : LES REALISATIONS ECONOMIQUES DANS LA PAROISSE DE MUSHASHA.....7
I.Situation de Mushasha depuis 1962.....9
I.1.Présentation générale de la Paroisse.....9
I.2.Un atout pour le développement.....10
1° La Population.....10
2° Multiplicité des ressources agricoles..... 14
3° Mushasha, une Paroisse proche d'un centre –ville....16
II.Mission et Perspectives de Développement économique...17
II.1.Développement économique après 1962.....17
II.2.Approche explicative.....18
1° Promotion des CFR, des ouvroirs et des ateliers de Production.....18
2° Maintien d'une politique de reboisement.....20
3° Diffusion des cultures.....22

III.Les Infrastructures économiques.....23
III.1.Coopératives et Mutualités comme organisation à caractère économique.....23
III.2.Le **B**ureau de **D**éveloppement de l' **A**rchidiocèse de **G**itega **(B.D.A.G.)**.....24
III.3.Les grands domaines d'intervention du BDAG.....24
III.4.Le BDAG dans l'économie familiale.....26
1°Le repeuplement porcin.....26
2°La relance agricole.....26

CHAP. II. : LES REALISATIONS SOCIOCULTURELLES DANS LA PAROISSE 28
II.1.Le domaine sanitaire.....28
II.1.1.Situation générale avant 1962.....28
II.1.2.Situation sanitaire au lendemain de l'Indépendance.....28
1°La morbidité.....29
2°La mortalité.....30
3°Le rôle du centre-ville sur la santé de la population.....30
II.1.3.Le Centre de santé de Mushasha.....30
II.1.4.Le personnel du Centre de santé.....32
II.1.5.L'assistance aux orphelins et aux handicapés 32
II.1.6.Le BDAG et le Service des « enfants en difficultés ».....34
II.2.Le développement de l'enseignement.....34
II.2.1.Des réalisations importantes.....35
1° Les écoles primaires.....38
2° Les écoles secondaires.....40
3° Le Foyer social.....49

II.2.2.La situation du Personnel.....50
1° Les effectifs.....50
2° Situation des Catéchistes.....51
3° Mission et évolution de la Chrétienté dès 1962.....53
II.2.3.La réorganisation paroissiale.....56
1°Rôle des conseils ..paroissiaux.....57
2°Les limites actuelles de la mission.....58
CHAP.III:L'IMPACT DE LA MISSION SUR LA REGION.....59
I.Position des missions face au développement.....59
I.1.L'evangelisation et développement.....59
I.2.La conjoncture actuelle.....60
II. Le rôle de la mission dans le changement de structures socio-Economiques.....62
II.1.Création de nouveaux emplois.....62
II.2.Naissance d'un mouvement d'échange.....63
II.3.Naissance d'un mouvement de solidarité.....63
III.Les Changements socioculturels.....64
III.1.L'école et l'évolution des mentalités.....65
III.1.1°L'école perçue comme source de prestige et de développement.....65
III.2.La place de la mission dans la christianisation et l'assimilation Culturelle.....66
1° La christianisation.....67
2° Les mouvements d'action catholique.....69
CONCLUSION GENERALE.....70
BIBLIOGRAPHIE.....71
I.Sources inédites.....71
II .Mémoires et Travaux.....72
III.Sources publiées.....74

A. Articles des Revues.....74
B. Ouvrages.....75
IV. Sources orales 78